

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1108

10 mai 2013

SOMMAIRE

AI Start (Luxembourg) S.à r.l.	53170	Invest House S.A.	53141
Anchorage Investments S.A.	53138	Juharfa Finance S.A.	53142
Association Européenne de Dermatologie Vétérinaire	53179	Lamberta S.A.	53140
Autotrust S.à r.l.	53146	LF Hotels Acquico III (GP) S.à.r.l.	53160
Belzig German Group AREIII (Luxem- bourg) s.à r.l.	53146	Millenius Investments S.A.	53139
Build Management 2 S.A.	53138	Nai Luxembourg	53141
CapitalatWork Foyer Group S.A.	53138	Pacasmayo Investments S.A.	53145
CEREP Investment S S.à.r.l.	53144	Palatium S.A.	53145
C.H.A.S. S.A.	53144	Patrilar Sàrl	53145
ClearingHouse for Intellectual Property S.A.	53139	PATRIZIA Investment Management Coop S.A.	53148
Colonnade Holdco N° 10 S.A.	53140	PKP	53145
CVIC II Lux Holdings S.à r.l.	53170	Playcenter International S.A.	53144
EDSD	53140	Poseidon Investment A S.à.r.l.	53142
Ersel Gestion Internationale S.A.	53146	Ramb S.A.	53139
Estate & Energy Holding S.à r.l.	53147	SMR Patents S.à r.l.	53140
Fiat Industrial Finance Europe S.A.	53143	Sotichim S.A.	53141
Foyer International S.A.	53143	SRX LUX S.à r.l.	53142
Garage Losch & Cie S.à r.l.	53146	Steta S.A.	53142
G Co-Investment I S.C.A.	53143	Sublim Investments S.A.	53143
Hellas Telecommunications (Luxem- bourg) V	53144	Sylva-Lux s.à r.l.	53144
Immobilière Ecole Européenne Bertrange/ Mamer S.à r.l.	53184	T.M.F S.à.r.l.	53141
		Val II Feeder GP S.à r.l.	53183

Anchorage Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 156.275.

—
Extrait des résolutions prises lors du Conseil d'Administration du 21 Mars 2013

- Il est pris acte de la démission de Monsieur Kevin DE WILDE de son mandat d'Administrateur avec effet au 22 Mars 2013.

- Madame Anne-Marie GREGIS, employée privée, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, est cooptée en tant qu'Administrateur en remplacement de Monsieur Kevin DE WILDE, démissionnaire, avec effet au 22 Mars 2013, et ce pour la durée du mandat restant à courir de son prédécesseur, mandat venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2016.

Luxembourg, le 21 Mars 2013.

ANCHORAGE INVESTMENTS S.A.

F. MARZONA / K. DE WILDE / B. PRUDHOMME

Administrateur / Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013040390/18.

(130049603) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2013.

Build Management 2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 155.121.

—
Il résulte des résolutions prises par les actionnaires de la Société en date du 18 mars 2013 que:

- Madame Véronique Cochais-Widmer et Monsieur Christopher Finn ont démissionné de leur fonction de membres du conseil d'administration de la Société avec effet au 18 mars 2013;

- Madame Barbara Imbs, avec adresse professionnelle au 2 avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, et Madame Erica Herberg, avec adresse professionnelle au 2 avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, ont été nommées en qualité de nouveaux membres du conseil d'administration de la Société pour une période de 6 ans, avec effet au 18 mars 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mars 2013.

Build Management 2 S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2013040961/18.

(130050990) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2013.

CapitalatWork Foyer Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3372 Leudelange, 12, rue Léon Laval.

R.C.S. Luxembourg B 78.769.

—
Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires du 26 mars 2013 que

- le nombre des administrateurs a été réduit de 9 à 8;

- Monsieur Jean-François SCHOCK, qui avait été coopté par décision du Conseil d'administration du 26 février 2013, a été élu définitivement comme nouvel administrateur;

- Messieurs Benoît de HULTS, Michel JANIAC, Marc LAUER, Dominique LAVAL, Maarten ROOIJAKKERS, Jean-François SCHOCK, François TESCH et Michel TILMANT ont été reconduits comme administrateurs pour la durée d'un an, jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire de 2014 qui aura à statuer sur les résultats de l'exercice 2013.

Monsieur François TESCH a été reconduit dans ses fonctions de Président du Conseil d'administration pour une durée d'un an, jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire de l'an 2014 qui aura à statuer sur les résultats de l'exercice 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CapitalatWork Foyer Group S.A.

Référence de publication: 2013040996/18.

(130050795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2013.

ClearingHouse for Intellectual Property S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Esch-sur-Alzette, 278, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 170.388.

—
Extrait du PV de l'assemblée générale extraordinaire du 18 mars 2013

Deuxième Résolution

L'Assemblée décide de nommer:

Monsieur Roger Greden, né le 28 octobre 1953 à Arlon (Belgique), résidant au 4A rue de l'Ouest, L-2273 Luxembourg, au poste d'Administrateur pour un mandat se terminant à l'issue de l'assemblée générale annuelle devant se tenir en l'an 2018.

Le Conseil d'Administration de la Société est dès lors composé comme suit:

Jan Jansen, Administrateur-Délégué A

Hans Seeuws, Administrateur-Délué B

Geert Debyser, Administrateur

Roger Greden, Administrateur

Référence de publication: 2013041005/18.

(130050304) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2013.

Millenius Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 149.601.

—
Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique de la société au siège social de la société en date du 26 mars 2013

1. L'actionnaire unique décide de révoquer Monsieur Ivan PILIP, de son mandat d'administrateur de la Société, avec effet au 1^{er} juin 2010.

2. L'actionnaire unique décide de révoquer Monsieur Bruno RIGAL, de son mandat d'administrateur de la Société, avec effet au 1^{er} juin 2010.

3. L'actionnaire unique décide de révoquer Monsieur Mario BRERO, de son mandat d'administrateur de la Société, avec effet au 1^{er} juin 2010.

4. L'actionnaire unique décide de nommer Madame Florence ROUVIERE, secrétaire administrative, née à Le Palais (France), le 11 avril 1968, demeurant au 27 rue Nicolo, 75016 Paris, France, en qualité d'administrateur de la Société jusqu'au 2 février 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013041320/18.

(130050248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2013.

Ramb S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 49.816.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 15 mars 2013 à 15.00 heures à Luxembourg 1, rue Joseph Hackin

- Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viennent à échéance à la présente Assemblée.

- L'Assemblée Générale Ordinaire décide à l'unanimité de renouveler les mandats d'Administrateurs de Messieurs Joseph WINANDY, Nicolas MONTAGNE et Noël DIDIER.

- L'Assemblée Générale Ordinaire décide de renouveler le mandat de Commissaire aux Comptes de Monsieur Pierre SCHILL.

- Le mandat des Administrateurs et Commissaire aux Comptes prendra fin à l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes arrêtés au 30 novembre 2013.

Pour extrait conforme

N. MONTAGNE / N. DIDIER

Référence de publication: 2013041394/18.

(130050626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2013.

Colonnade Holdco N° 10 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 124.915.

—
RECTIFICATIF

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous la référence L120157518.

Ce dépôt est à remplacer par le dépôt suivant:

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Colonnade Holdco N° 10 S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013042163/15.

(130051322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

EDSD, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 17, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 120.556.

Suite à la cession de parts sociales intervenue le 17 décembre 2012, entre Monsieur Daniel DE SOUSA DIAS et Monsieur Fernando RIBEIRO CRACEL, les 100 parts sociales représentant l'intégralité du capital social de la société à responsabilité limitée EDSD sont réparties comme suit:

Monsieur Daniel DE SOUSA DIAS	10 parts
Monsieur Fernando RIBEIRO CRACEL	40 parts
Monsieur Manuel ESTEVES GONCALVES DOMINGOS	50 parts
Total	100 parts

Fait à Luxembourg, le 20 mars 2013.

Référence de publication: 2013040363/15.

(130049497) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2013.

SMR Patents S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 124.658.

Les comptes annuels au 31 mars 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mars 2013.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Un Mandataire

Référence de publication: 2013042035/13.

(130051356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

Lamberta S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7526 Mersch, 11, Um Mierscherbiërg.
R.C.S. Luxembourg B 147.763.

La soussignée, Mme Myriam LAMBERTA, démissionne avec effet au 22 mars 2013 de son mandat d'administrateur de la société LAMBERTA S.A

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Myriam LAMBERTA.

Référence de publication: 2013041548/11.

(130049444) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2013.

Nai Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1341 Luxembourg, 9, place Clairefontaine.

R.C.S. Luxembourg B 159.328.

—
Par décision prise le 7 décembre 2012 suivant la procédure prévue par l'article 193, alinéa 2, de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, Madame Bénédicte BAUER a été révoquée avec effet immédiat de ses fonctions de gérante de la société à responsabilité limitée NAI Luxembourg.

Par décision du même jour, Monsieur Olivier Georges Jacques DAELEMANS, demeurant à B-8300 Knokke-Heist, 49, Hotensialaan, a été désigné gérant de la société NAI Luxembourg avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bruxelles, le 7 janvier 2013.

Monsieur Xavier DE BUCK VAN OVERSTRAETEN /
Monsieur Olivier Georges Jacques DAELEMANS.

Référence de publication: 2013040365/15.

(130049451) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2013.

Invest House S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 112.795.

—
Extrait des résolutions prises par le Conseil d'Administration en date du 25 mars 2013

1^{ère} Résolution:

Le Conseil d'Administration décide de renouveler, avec effet rétroactif au 20 janvier 2011, le mandat de Monsieur Jean-François Leidner, Administrateur, né le 17/12/1960 à Luxembourg demeurant professionnellement au 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, en qualité de Président du Conseil d'Administration. Il occupera cette fonction pendant toute la durée de son mandat d'Administrateur.

Pour extrait conforme

Pour Invest House S.A.

Référence de publication: 2013041195/15.

(130050333) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2013.

Sotichim S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 3-11, rue du Fort Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 76.468.

—
Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013042042/10.

(130051484) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

T.M.F S.à.r.l, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4843 Rodange, 38, Fontaine d'Olière.

R.C.S. Luxembourg B 138.760.

—
EXTRAIT

Il découle du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 25 mars 2013 la décision suivante:

- d'accepter, à compter du 25 mars 2013, la cession de 50 parts sociales détenues par Monsieur Luis Manuel DIAS MONTEIRO, domicilié à L-4843 RODANGE, 38, Fontaine d'Olière à Madame Ana Lucia SANTOS FERREIRA, demeurant 38, Fontaine d'Olière à L- 4843 RODANGE, pour le prix convenu entre parties.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 25 mars 2013.

MORBIN Nathalie.

Référence de publication: 2013040306/14.

(130048910) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2013.

SRX LUX S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9671 Neunhausen, 28, An der Delt.
R.C.S. Luxembourg B 148.194.

Il résulte d'une cession de parts du 0803.2013, que la répartition des parts sociales est la suivante:

M. Damien Bruyère, né le 22.07.1969 à Valenciennes (F), demeurant B-1082 Bruxelles, Av. Gisseleire Versé, 22	33 parts sociales
Mme Laure Vuyge, née le 23.06.1977 à Bruxelles (B), demeurant à B-1082 Bruxelles, Av. Gisseleire Versé, 22	34 parts sociales
M. Xavier Vuyge, né le 23.06.1977 à Bruxelles (B), demeurant à B-1082 Bruxelles, Av. Gisseleire Versé, 22	33 parts sociales
Total:	<u>100 parts sociales</u>

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mars 2013.
G.T. Experts Comptables Sàrl
Luxembourg

Référence de publication: 2013040298/19.

(130049037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2013.

Steta S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 173.704.

Conformément aux dispositions de l'article 64 (2) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, les Administrateurs élisent en leur sein un président en la personne de Monsieur Ahcène BOULHAIS. Ce dernier assumera cette fonction pendant la durée de son mandat qui viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2016.

Luxembourg, le 4 décembre 2012.
STETA S.A.
Signatures
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013040302/15.

(130049467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2013.

Juharfa Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 96.894.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 27 mars 2013.

Référence de publication: 2013042323/10.

(130051233) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

Poseidon Investment A S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 100.710.

Les comptes annuels au 30 avril 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 15 février 2013.

Référence de publication: 2013042409/10.

(130051615) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

G Co-Investment I S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 282, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 161.794.

Les comptes annuels au 31 mars 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

G Co-Investment GP S.à r.l.

Gérant

Séverine Michel

Gérante

Référence de publication: 2013042253/13.

(130051670) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

Fiat Industrial Finance Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 24, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 155.849.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour FIAT INDUSTRIAL FINANCE EUROPE S.A.

Stefania Saini

Président du Conseil d'Administration

Référence de publication: 2013042236/12.

(130051297) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

Sublim Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 115.498.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mars 2013.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2013042257/12.

(130051626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

Foyer International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3372 Leudelange, 12, rue Léon Laval.
R.C.S. Luxembourg B 53.682.

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires du 22 mars 2013 que

- Monsieur Vincent DECALF, qui avait été coopté par décision du Conseil d'administration du 13 juin 2012, a été élu définitivement comme nouvel administrateur en remplacement de Monsieur Michel JANIAC, démissionnaire;
- Messieurs André BIRGET, Philippe BONTE, Jean-Louis COURANGE, Vincent DECALF, Marc LAUER et François TESCH ont été reconduits comme administrateurs pour la durée d'un an, jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de 2014 qui aura à statuer sur les résultats de l'exercice 2013.

Monsieur François TESCH a été reconduit comme Président du Conseil d'administration pour une durée d'un an, jusqu'à l'Assemblée générale de l'an 2014 qui aura à statuer sur les résultats de l'exercice 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FOYER INTERNATIONAL S.A.

Référence de publication: 2013039953/17.

(130049109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2013.

Hellas Telecommunications (Luxembourg) V, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 107.289.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013042284/10.

(130050275) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

CEREP Investment S S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.155,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 116.268.

Les comptes annuels au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 6 février 2013.

Référence de publication: 2013042165/10.

(130051619) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

C.H.A.S. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4963 Clemency, 14, rue Basse.
R.C.S. Luxembourg B 75.665.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013042157/10.

(130051319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

Sylva-Lux s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 3-5, rue d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 115.284.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013042053/10.

(130051318) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

Playcenter International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.
R.C.S. Luxembourg B 63.239.

Il résulte du procès-verbal d'une réunion du Conseil d'Administration de la société tenue par voie circulaire en date du 25 mars 2013 que Mme Giancarla BALLINA GIUDICI, sous-directrice, demeurant au 5, Rue Federale, CH-6864 Arzo, Suisse, a été nommée à la fonction d'administrateur en remplacement de M. Stefano MANCINI, démissionnaire. Son mandat expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2016.

Sa cooptation sera soumise pour ratification à la prochaine Assemblée Générale Annuelle des actionnaires.

Pour extrait conforme
SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2013040222/14.

(130049187) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2013.

Patrilar Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 43.240.

—
Veillez noter que l'adresse du gérant, Monsieur Robert SIMON est désormais 32, rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg.

Luxembourg, le 26 mars 2013.
Pour avis sincère et conforme
Pour PATRILAR Sàrl
Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013040213/13.

(130049033) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2013.

Palatium S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1635 Luxembourg, 87, allée Léopold Goebel.
R.C.S. Luxembourg B 136.085.

—
Extrait de l'assemblée générale ordinaire en date du 15 mars 2013 à Luxembourg

L'assemblée générale décide de nommer comme administrateurs jusqu'à l'assemblée générale de l'année 2018 comme suit:

Monsieur Thielen Marc, administrateur, avec adresse à L-9780 Wincrange, Maison 74.
Monsieur Petermann Klaus, administrateur, avec adresse à Autriche, 1090 Wien, Währingerstrasse, 48.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme
Fiduplan S.A.

Référence de publication: 2013040210/15.

(130049040) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2013.

Pacasmayo Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 15, avenue Emile Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 170.788.

—
Extrait des résolutions du Conseil d'Administration de la Société du 1^{er} mars 2013

Première résolution

Election de Monsieur Marc AUGIER en tant que Président du Conseil d'Administration.
Le Conseil d'Administration décide de nommer Monsieur Marc AUGIER comme Président du Conseil d'Administration qui l'accepte.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 mars 2013.
PACASMAYO INVESTMENTS S.A.

Référence de publication: 2013040209/15.

(130048959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2013.

PKP, Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 123.146.

—
Le siège social du commissaire aux comptes, H.R.T. Revision, a changé et se situe désormais au 163, rue du Kiem, L-8030 à Strassen.

Pour la société
Un administrateur

Référence de publication: 2013040220/11.

(130048955) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2013.

Autotruster S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8809 Arsdorf, 12, Um Kneppchen.

R.C.S. Luxembourg B 112.709.

—
Procès-verbal de l'assemblée générale extra-ordinaire du 25/03/2013

Il résulte de l'AGE tenue ce 25 mars 2013 ce qui suit:

1°) Cession de 79 parts sociales détenues par Monsieur Olivier François, né le 06/12/1961 à B-Bruxelles, domicilié 12 Um Kneppchen à L-8809 Arsdorf en faveur de Madame Jeanne-Marie CACNIO JACINTO, née le 24/01/1973 à San Miguel (Philippines), domiciliée 12 Um Kneppchen à L-8809 Arsdorf

2°) Cession de 1 parts sociale détenue par Monsieur Olivier François, né le 06/12/1961 à B-Bruxelles, domicilié 12 Um Kneppchen à L-8809 Arsdorf en faveur de Monsieur Marc BALBEUR, né le 06/01/1962 à B-Longlier, domicilié 52 Rue Belle-Vue à L-8833 Wolwelange.

AUTOTRUST Sàrl

Référence de publication: 2013040936/16.

(130050577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2013.

Belzig German Group AREIII (Luxembourg) s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 11-13, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 163.828.

—
Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 19 mars 2013

1. Monsieur Pietro LONGO a démissionné de son mandat de gérant de classe B.

2. Monsieur Douwe TERPSTRA, administrateur de sociétés, né à Leeuwarden (Pays-Bas), le 31 octobre 1958, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant de classe B pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 27.03.2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Belzig German Group AREIII (Luxembourg) S.à r.l.

Intertrust Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2013040948/16.

(130050385) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2013.

Ersel Gestion Internationale S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 17, rue Jean l'Aveugle.

R.C.S. Luxembourg B 30.350.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Ersel Gestion Internationale S.A.

CACEIS Bank Luxembourg

Référence de publication: 2013042211/11.

(130051207) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

Garage Losch & Cie S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6131 Junglinster, Zone Industrielle Langwies.

R.C.S. Luxembourg B 47.637.

—
Les comptes de la Société au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

André Losch / Damiani Damon.

Référence de publication: 2013042256/11.

(130051275) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

Estate & Energy Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 30, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 175.900.

—
STATUTS

L'an deux mille treize.

Le six mars.

Pardevant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

- La société civile immobilière de droit monégasque dénommée "Société Civile Immobilière SILVER GROUP" en abrégé "S.C.I. SILVER GROUP", établie et ayant son siège à Monaco, 7, avenue de Saint Roman, "Résidence du Parc Saint Roman", immatriculée au Registre Spécial des Sociétés Civiles de la Principauté de Monaco sous le numéro 12SC15352,

représentée par son gérant, Monsieur Paolo GATTI, sans état, demeurant à Monaco, 7, avenue de Saint Roman, "Résidence du Parc Saint Roman", habilité à engager la société par sa signature en vertu de l'article 11 des statuts.

lui-même ici représenté par Mirko LA ROCCA, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg, 30, boulevard Royal, en vertu d'une procuration sous seing privé en date du 14 janvier 2013,

Laquelle procuration restera, après avoir été signée "ne varietur" par le comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Le comparant a requis le notaire de documenter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer.

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de "Estate & Energy Holding S.à r.l."

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Art. 3. La société a pour objet la prise de participation sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, la gestion ainsi que la mise en valeur de ces participations.

La société peut réaliser toutes opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet social ou qui sont de nature à en favoriser l'extension ou le développement.

Art. 4. La durée de la société est indéterminée.

Art. 5. Le capital social est fixé à cinquante mille euros (EUR 50.000,-), représenté par cinq cent (500) parts sociales de cent euros (EUR 100,-) chacune.

Art. 6. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que conformément aux dispositions de l'article 189 du texte coordonné de la loi du 10 août 1915 et des lois modificatives.

Art. 7. La société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, choisis par les associés qui fixent la durée de leur mandat et leurs pouvoirs. Ils peuvent être à tout moment révoqués sans indication de motif.

Art. 8. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 9. Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présentes, les parties s'en réfèrent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2013.

Souscription et Libération

Les parts sociales ont été souscrites comme suit:

- la société S.C.I. SILVER GROUP, cinq cent parts	500
Total: cinq cent parts	<u>500</u>

Elles ont été intégralement libérées par des versements en espèces.

Frais

Le montant des frais généralement quelconques incombant à la société en raison de sa constitution s'élève approximativement à huit cent soixante euros (EUR 860,-).

Assemblée Générale Extraordinaire.

Ensuite l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

- L'adresse de la société est fixée à L-2449 Luxembourg, 30, boulevard Royal,

- Le nombre des gérants est fixé à un (1).
- Est nommé gérant, pour une durée illimitée:

* Monsieur Paolo GATTI, sans état, né à Turin (Italie) le 23 décembre 1965, demeurant à Monaco, 7, avenue de Saint Roman, "Résidence du Parc Saint Roman",

La société est engagée par la signature individuelle du gérant unique.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par nom, prénoms usuels, état et demeure, ils ont tous signé le présent acte avec le notaire.

Signé: LA ROCCA, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 8 mars 2013. Relation: LAC/2013/11031. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signe): THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 18 mars 2013.

Référence de publication: 2013036273/66.

(130044736) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2013.

PATRIZIA Investment Management Coop S.A., Société Coopérative organisée comme une Société Anonyme.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 175.838.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twelfth of March.

There appeared:

1) PATRIZIA Immobilien AG a stock corporation incorporated under the laws of Germany, having its registered office at Fuggerstrasse 26, D-86150 Augsburg, Germany, registered with the commercial register of the lower court of Augsburg under the number HRB 19478, hereby represented by Me Marie-Claude Frank, residing professionally in Howald, Grand Duchy of Luxembourg pursuant to a proxy given under private seal;

AND

2) PATRIZIA Luxembourg S.à.r.l. a private limited liability company {société à responsabilité limitée} incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 2-4, Rue Beck, L-1222, Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Registry under the number B 122.906, hereby represented by Me Sabine Hinz, residing professionally at Howald, Grand Duchy of Luxembourg pursuant to a proxy given under private seal;

The appearing parties, as represented, have decided to form a société coopérative organisée comme une société anonyme with the following articles of incorporation:

I. Form, Name, Duration, Registered Office

Art. 1. Form and Name. There is hereby established by the subscriber(s) and any other person to become an owner of the shares created thereafter a société coopérative organisée comme une société anonyme under the name of "PATRIZIA Investment Management" Coop S.A. (hereinafter, the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended (the "Company Law"), as well as by these articles of incorporation (hereinafter the "Articles").

Art. 2. Duration.

2.1. The Company is incorporated for an unlimited period of time.

2.2. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the general meeting of the members adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Art. 3. Registered Office.

3.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City.

3.2. Within the same municipality, the registered office of the Company may be transferred by resolution of the board of directors. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a decision of the general meeting of the members, which shall be adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

3.3. Branches or other offices of the Company may be established either in Luxembourg or abroad by a resolution of the board of directors as appropriate.

II. Purpose of the Company

Art. 4. Purpose.

4.1. The purpose of the Company is the holding of participating interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, entities, corporate bodies or partnerships, the acquisition by purchase, subscription, tender, exchange or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of shares, stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, to hold the same as investments, to sell, exchange and dispose of the same, as well as the ownership, administration, development and management of its participating interests, securities and investment portfolio.

4.2. The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds, notes and other debt instruments, which may be convertible or not.

4.3. The Company may grant any assistance, whether by way of loans, guarantees or otherwise to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest, or any company directly or indirectly controlled by the member of the Company (hereafter referred to as the «Affiliated Company»).

4.4. The Company may in particular:

- advance, lend or subscribe to or purchase any debt instrument issued by any Luxembourg or foreign entity, with or without security;

- enter into any guarantee, pledge or any other form of security for the performance of any contracts or obligations of the Company or of any Affiliated Company.

4.5. The Company may further act as a general or limited partner with unlimited or limited liability for all debts and obligations of partnerships or similar corporate structures.

4.6. The Company may carry out any operation which it may deem useful in accomplishment of its purpose.

III. Share Capital and Shares

Art. 5. Share Capital.

5.1. The Company's share capital is subscribed as follows:

- PATRIZIA Immobilien AG has subscribed to (one) 1 share with a nominal value of (one) 1 euro (the "A Member");
- PATRIZIA Luxembourg S.a r.l. has subscribed to (ninety-nine) 99 shares with a nominal value of (one) 1 euro (the "B Member");

5.2. The minimum subscribed share capital amounts hence to one hundred 100 euro represented by (one hundred) 100 registered shares with a nominal value of (one) 1 euro each.

5.3. The minimum subscribed share capital of the Company may not be reduced at any time under the amount fixed under clause 5.2., unless there is a decision of the general meeting of the members adopted in the manner required for the amendment of the Articles. All the same, the minimum subscribed share capital fixed under clause 5.2 may only be increased at any time by a decision of the general meeting of the members adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

5.4. Each share must be entirely subscribed.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares of the Company are in registered form.

6.2. A members' register will be kept at the Company's registered office, where it will be available for inspection by any member. This register will contain all the information required by the Company Law. Ownership of a share is constituted by the signature of the relevant member on the members' register.

6.3. The rights of each member are represented by a registered certificate bearing the information required by the Company Law and signed by its holder and a director. The registered certificate mentions, by chronological date, any amount paid and withdrawn by its holder. Such entries shall be, as appropriate, signed by a director or the holder and constitute a receipt.

6.4. The Company shall have at least two (2) members. The death or the dissolution of a member shall not trigger the dissolution, liquidation or similar termination of the Company.

6.5. The shares of the Company cannot be transferred, pledged or assigned to third-parties. However a member may resign, be excluded or withdraw his contributions in accordance with Article 8 within the limits set forth by the Company Law.

Art. 7. Admission and Issue of shares, (No) Preferential subscription rights.

7.1 The board of directors is authorized without limitation to admit new members and issue an unlimited number of subscribed and fully paid up shares at any time.

7.2 Subscription requests shall be addressed to the board of directors which may accept or reject them in its absolute discretion.

7.3 Upon issue of shares, the board of directors shall arrange for these Articles to be updated so as to reflect the capital increase as appropriate and to take all necessary steps for the perfection of the capital increase.

7.4 Existing members shall in no circumstances have a preferential subscription right on the shares to be issued.

Art. 8. Resignation, Exclusion, Death and Withdrawal of contributions.

8.1 The Company will cancel shares of members who cease to be part of the Company through resignation, exclusion, death or withdrawal of contributions. The share capital of the Company will be reduced accordingly, subject to the conditions set forth by these Articles.

8.2 A member may resign from the Company only in the cases and under the conditions set forth by the board of directors. The resignation shall be communicated in writing.

8.3 Moreover, any member may be excluded for any misconduct to be assessed by the board of directors. The exclusion is decided by the board of directors and shall be communicated in writing.

8.4 The value per share to be recovered by the resigning or excluded member shall be equal to its par value and shall be paid within a period determined by the board of directors, which shall not exceed ten (10) business days since the determination of said value, provided that the share certificates have been duly returned to and received by the Company.

8.5. The member who wishes to withdraw all or part of his contributions ("Withdrawing Member") shall give notice in writing (the "Withdrawal Notice") to the board of directors and shall mention in the Withdrawal Notice the number of shares to be cancelled further to his intention to withdraw contributions (the "Withdrawal Shares"). The board of directors shall decide at its discretion on the cancellation of the Withdrawal Shares and inform the Withdrawing Member, thirty (30) days after the date of receipt of such Withdrawal Notice, whether the Company shall cancel the Withdrawal Shares by giving notice to the Withdrawing Member of its decision (the "Acceptance Notice") and, if so, for the price set by the board of directors (the "Withdrawal Price").

8.6. The Withdrawing Member shall, within fifteen (15) days after receipt of the Acceptance Notice, give notice to the board of directors of his intention to transfer to the Company the Withdrawal Shares at the Withdrawal Price. If the Withdrawing Member decides to transfer the Withdrawal Shares to the Company, he shall give notice of his confirmation in writing to the Company, at its registered office, together with the Withdrawal Shares certificate(s), if such certificates have been issued in order to establish the property of the Withdrawal Shares to be cancelled, duly endorsed for their transfer to the Company.

8.7. The cancellation shall occur no later than five (5) business days after the date of receipt of the written notice of confirmation from the Withdrawing Member by the Company (the "Cancellation Date"). The board of directors shall arrange for these Articles to be updated so as to reflect the capital decrease as appropriate and to take all necessary steps for the perfection of the capital decrease.

8.8. All rights and obligations attached to the Withdrawal Shares duly transferred to the Company are suspended until their cancellation. The Company shall pay to the Withdrawing Member the Withdrawal Price for the Withdrawal Shares within thirty (30) days after the Cancellation Date.

8.9. The Withdrawal Price may, at the discretion of the board of directors, be determined by an independent valuation made by an independent auditor.

Art. 9. Liability of the Members.

9.1 The members shall only be liable for the payment to the Company of the par value and issuance premium of each subscribed share. In particular, members shall not be liable for the debts, liabilities and/or obligations of the Company or of any other member.

IV. Management

Art. 10. Board of directors.

10.1. The Company shall be managed by a board of directors consisting of at least three (3) members (who do not need to be members of the Company).

10.2. The directors shall be appointed by the general meeting of members, which shall determine their number, remuneration and term of office. The term of the office of a director may not exceed six (6) years and a director shall hold office until its successor is appointed. Directors may be re-appointed for successive terms.

10.3. The directors are appointed by the general meeting of members. Any director may be removed at any time with or without cause by the general meeting of members.

10.4. If a legal entity is appointed as director of the Company, such legal entity must designate a permanent representative who shall perform this role in the name and on behalf of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints its successor at the same time.

10.5. In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement, resignation or otherwise, the remaining directors may appoint, by a majority vote, a director to fill such vacancy until the next general meeting of members appoints a new director of the same category.

Art. 11. Decisions of the board of directors.

11.1. The chairman of the board of directors shall be appointed among the directors in office by the general meeting of members.

11.2. The board of directors shall meet upon call by the chairman at the place indicated in the notice of meeting.

11.3. The chairman shall preside at all meetings of the board of directors, but in his absence, he will designate another Director as chairman pro tempore. At the beginning of each meeting, the chairman shall appoint a secretary who shall be responsible for keeping the minutes of the meeting of the board of directors.

11.4. Written notice of any meeting of the board of directors must be given to directors twenty-four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, by facsimile or by electronic mail (without electronic signature), except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of the emergency shall be mentioned in the notice.

11.5. No convening notice is required if all the members of the board of directors are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the written consent of each member of the board of directors, such consent being given in original, facsimile or electronic mail (without electronic signature) or any other communication means. No convening notice shall be required for a meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of directors.

11.6. Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing another director as his proxy in writing, by facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy being sufficient. A director may not represent more than one (1) of his colleagues.

11.7. Any director may participate in any meeting of the board of directors by telephone conference or video-conference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to one another on a continuous basis and allowing an effective participation of all such persons in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. A meeting held through such means of communication is deemed to be held at the registered office of the Company.

11.8. Decisions shall be taken only with the approval of a majority of the directors. The chairman does not have a casting vote.

11.9. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or two (2) directors.

11.10. Written resolutions signed by all the directors shall be valid and binding upon the Company in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held by the board of directors. Such signatures may appear on a single or several counterpart(s) in original or copy delivered by facsimile, electronic mail or any other communication means.

Art. 12. Powers of the board of directors.

12.1. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest. All powers not expressly reserved by the Company Law or by these Articles to the general meeting of members fall within the powers of the board of directors.

12.2. The board of directors is authorized to delegate the daily management of the Company to one (1) or several director(s), agent(s), manager(s), representative(s) or any other proxy(ies), member(s). The board of directors will determine the scope of such delegation of powers, the withdrawal conditions and the remuneration attached to such delegation of powers.

12.3. Special and limited powers may be delegated by the board of directors for determined matters and within a limited period of time to one (1) or several persons, who do not need to be directors.

Art. 13. Representation.

13.1 The Company will be bound towards third-parties by the joint signature of any two (2) directors and of any person(s) to whom such signatory power shall be delegated by the board of directors in accordance with these Articles.

Art. 14. Conflict of interests.

14.1 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm.

14.2 Any director or officer of the Company who serves as director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

14.3 In the event that any director of the Company may have any personal and opposite interest in any transaction of the Company, such director shall inform to the board of directors such personal and opposite interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such director's interest therein, shall be reported to the next following annual general meeting. The two (2) preceding paragraphs do not apply to resolutions of the board of directors concerning transactions made in the ordinary course of business of the Company of which are entered into on arm's length terms.

V. Shareholding

Art. 15. Powers.

15.1. Any regularly constituted general meeting of members of the Company shall represent the entire body of members of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 16. Voting Rights.

16.1. Each member has voting rights commensurate to his shareholding. Each share entitles its holder to one (1) vote.

16.2. Each member may participate in the general meetings of the members irrespective of the number of shares he owns.

Art. 17. Decisions of the general meeting of members.

17.1. The general meeting of members is convened by the board of directors. It must be convened following the request of members representing at least ten per cent (10%) of the Company's share capital. Members representing at least ten per cent (10%) of the Company's share capital may request the adjunction of one (1) or several items to the agenda of any general meeting of members. Such request must be addressed to the Company's registered office by registered mail at least five (5) days before the date of the meeting.

17.2. Convening notices shall set forth the agenda and the time and place at which the general meeting will be held.

17.3. A second convening notice will be necessary in case the quorum required for the general meeting is not met by the first notice and provided that no new item is put on the agenda, then the second convening notice shall be made in accordance with the provisions set forth by the Company Law.

17.4. If all the members are present or represented at a meeting of members, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

17.5. The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by members in order to take part in any meeting and to ascertain the identity of the voting members or their representative.

17.6. Members taking part in a meeting through telephone conference, video-conference or through other means of communication allowing their identification are deemed to be present for the computation of the quorums and votes. The means of communication used must allow all the persons taking part in the meeting to hear and speak to one another on a continuous basis and must allow an effective participation of all such persons in the meeting.

17.7. A member may act at any meeting of members by appointing another person as his proxy in writing, by facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy being sufficient.

17.8. Each member may vote through voting forms sent by post, electronic mail or facsimile to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The members may only use voting forms provided by the Company and which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposal submitted to the decision of the meeting, as well as for each proposal three (3) boxes allowing the member to vote in favor of, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box. Voting forms which show neither a vote in favor nor against the proposed resolution, nor an abstention, are void. The Company will only take into account voting forms received prior to the general meeting which they relate to.

17.9. Unless otherwise provided for by the Company Law or the present Articles, resolutions at a meeting of members duly convened will be passed with a simple majority of the votes validly cast. However, decisions on the following matters will require the unanimous consent of all the members:

- (a) any change to these Articles (including any change to the respective shares and allocations of members hereunder);
- (b) the admission of any new member or issue of further share to any person;
- (c) the dissolution of the Company; and
- (d) the appointment of the members of the board of directors.

Art. 18. Annual general meeting of members. The annual general meeting of members shall be held in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the second Tuesday of June at 11 am of each year. If such day is a legal or bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

VI. Supervision of the Company

Art. 19. Supervision.

19.1 The operations of the Company shall be supervised by one (1) or several statutory auditors (commissaire aux comptes), which may be members or not. The general meeting of members shall appoint the auditor(s), and shall determine their number, remuneration and term of office, which may not exceed six (6) years. The auditor(s) may be re-appointed for successive terms.

VII. Financial year - Annual accounts, Allocation of profits

Art. 20. Financial Year.

20.1 The accounting year of the Company shall begin on 1 January of each year and shall end on 31 December of each year.

Art. 21. Annual accounts. Each year, with reference to the end of the Company's financial year, the Company's financial accounts shall be drawn up by the board of directors, who shall prepare an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities. The inventory and the financial accounts shall be available for inspection by each member at the Company's registered office.

Art. 22. Allocation of profits.

22.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5 %) shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company, as stated in these Articles or as increased or reduced from time to time as provided in these Articles.

22.2. The general meeting of members, upon recommendation of the board of directors, will determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of.

22.3. Any dividend distribution of annual net profits shall be made commensurate to the number of shares held by each member.

VIII. Dissolution and Liquidation

Art. 23. Dissolution and Liquidation.

23.1. In the event of dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one (1) or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the meeting of members deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

23.2. After payment of all debts and expenses of the Company, including fees and expenses in relation to its liquidation, the liquidation net proceeds will be distributed to the members, in compliance with rights and obligations attached to each share. This liquidation distribution will be made pursuant to the rules as set out for a dividend distribution, so as to reach the same economic result as the one set out by such rules and always in respect of rights and obligations attached to each share.

IX. Amendments to the Articles

Art. 24. Amendments.

24.1 These Articles may be amended by a resolution of the general meeting of members adopted under the conditions provided for in the Company Law.

X. General Provisions

Art. 25. Applicable law.

25.1. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Company Law.

25.2. These Articles have been drawn up in English followed by a French version. In the event of discrepancy between the English and the French version, the English version shall prevail.

Transitional provisions

1) The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on 31 December 2013.

2) The first annual general meeting of members shall be held in 2014.

Subscription and Payment

The share capital has been subscribed as follows:

Subscriber	Number of shares	Aggregate Subscription price (EUR)	Payment (EUR)
PATRIZIA Immobilien AG	1	1.-	1.-
PATRIZIA Luxembourg S.à r.l.	99	99.-	99.-
Total:	100	100.-	100.-

All the shares have been entirely paid-in, so that the amount of one hundred Euro (EUR 100.-) is as of now available to the Company.

General meeting of members

The above named person, representing the entire subscribed capital has immediately taken the following resolutions:

1. The following persons are appointed as directors of the Company and shall be members of the board of directors of the Company:

(a) Mr Arwed Dieter Fischer, company manager, born on the 2 November 1952 in Kemnath, Federal Republic of Germany, with professional address at Fuggerstrasse 26, D-86150 Augsburg, Federal Republic of Germany

(b) Dr Bernhard Christian Paul Engelbrecht, company manager, born on the 21 December 1967 in Munich, Federal Republic of Germany, with professional address at 2-4 rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

(c) Mr Horst Franz Baumann, company manager, born on the 2 March 1961 in Mettlach, Federal Republic of Germany, with professional address at 9, place Clairefontaine, L-1341 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The following person is appointed as statutory auditor of the Company:

Deloitte Audit S.à r.l, a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 560, Rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Registry under the number B 67.895.

3. The registered address of the Company is set at 2-4, Rue Beck, L-1222 Luxembourg.

4. The term of office of the directors and the statutory auditor shall end at the general meeting called to approve the accounts of the accounting year ending 2016 or at any time prior to such time as the general meeting of members may determine.

The document having been read to the proxyholders of the appearing persons, the said persons appearing signed together this original deed in two originals.

Suit la traduction française:

L'an deux mille treize, le douze mars.

ONT COMPARU:

PATRIZIA Immobilien AG une société anonyme (Aktiengesellschaft) constituée et existant suivant les lois d'Allemagne ayant siège social à Fuggerstrasse 26, D-86150 Augsburg, Allemagne, enregistrée auprès du registre de commerce de tribunal d'arrondissement (Amtsgericht) d'Augsbourg sous le numéro HRB 19 478, ici représentée par M^e Marie-Claude Frank, résidant professionnellement à Howald, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration lui conférée sous seing privé;

ET

PATRIZIA Luxembourg S.à r.l. une société à responsabilité limitée constituée et existant suivant les lois de Luxembourg ayant siège social au 2-4, Rue Beck, 1222-Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 122 906, ici représentée par M^e Sabine Hinz, résidant professionnellement à Howald, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration lui conférée sous seing privé;

Lesquels comparants, tels que représentés, ont décidé de constituer une société coopérative fonctionnant comme une société anonyme dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

I. Forme, Dénomination, Durée, Siège social

Art. 1^{er}. Forme et Dénomination. Il est formé par les présents fondateurs une société coopérative sous la forme de société anonyme sous la dénomination de "PATRIZIA Investment Management Coop S.A. («la Société») laquelle sera régie par les lois du Grand-Duché du Luxembourg, notamment par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle qu'amendée («la Loi») et par les présents statuts (les «Statuts»).

Art. 2. Durée.

2.1. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

2.2. La Société peut être dissoute, à tout moment, par résolution de l'Assemblée Générale de la Société statuant comme en matière de modifications des Statuts.

Art. 3. Siège social.

3.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg.

3.2 Il pourra être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du conseil d'administration de la Société. Il pourra être transféré ultérieurement à n'importe quel endroit au Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires adoptée selon la manière requise pour la modification des Statuts.

3.3. Des succursales, des filiales ou autres bureaux pourront être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg ou ailleurs par une résolution du Conseil d'Administration de la Société.

II. Objet social

Art. 4. Objet social.

4.1. La Société a pour objet la prise des participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés, entités ou associations luxembourgeoises et étrangères et toute autre forme d'investissement, l'acquisition par achat, souscription,

acceptation d'offre, échange ou de toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière d'actions, d'obligations, de dettes, de notes et d'autres valeurs mobilières de toutes espèces, de détenir ceux-ci en tant qu'investissements, de vendre, d'échanger et de disposer de ces investissements, ainsi que la propriété, l'administration, le développement, la gestion de ses participations, titres et du portefeuille d'investissement.

4.2. La Société peut contracter des prêts sous toute forme et procéder à l'émission d'obligations, notes et autres instruments de dettes, convertibles ou pas.

4.3. La société pourra, soit en accordant des prêts, des garanties ou par autre moyen, assister ses succursales ou sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt direct ou indirect, ou autre société contrôlée directement ou indirectement par l'actionnaire (la «Société Affiliée»).

4.4. La Société pourra notamment:

- avancer, prêter ou souscrire à, ou acheter toute instrument de dettes émis par une entité luxembourgeoise ou étrangère, avec ou sans sûreté.

- garantir, nantir ou accorder toute autre forme de sûretés pour la performance des contrats ou obligations par la Société ou toute Société Affilié.

4.5. La Société pourra agir comme associé commanditaire ou commandité avec responsabilité limitée ou illimitée pour toutes dettes et obligations des associations ou structures semblables

4.6. La Société pourra réaliser toutes les transactions qui serviront directement ou indirectement son objet.

III. Capital social et Actions

Art. 5. Capital social.

5.1. Le capital social de la Société est souscrit comme suit:

- PATRIZIA Immobilien AG a souscrit une (1) action d'une valeur nominale de un (1) euro (P»Actionnaire A»);
- PATRIZIA Luxembourg S.à r.l. a souscrit quatre-vingt-dix-neuf (99) actions d'une valeur nominale de un (1) euro (l'«Actionnaire B»);

5.2. Le capital social minimum de la Société est donc fixé à cent (100) euros représenté par cent (100) actions nominales ayant une valeur nominale de un (1) euro chacune.

5.3. Le capital social minimum souscrit de la Société ne peut être réduit à aucun moment sous le montant fixé à la clause 5.2., à moins qu'il y ait une décision de l'Assemblée Générale des actionnaires de la Société adoptée selon les règles prévues pour les modifications des Statuts. Néanmoins le capital minimum souscrit fixé à la clause 5.2. pourra être augmenté à tout moment par une décision de l'Assemblée Générale des Actionnaires de la Société adoptée selon les règles prévues pour les modifications des Statuts.

5.4. Chaque action devra être entièrement souscrite.

Art. 6. Actions.

6.1 Les Actions de la Société seront émises sous la forme nominative.

6.2 Un registre des actionnaires sera tenu au siège social de la Société, où il pourra être consulté par tout Actionnaire. Ce registre contiendra toute information requise par la Loi. La propriété des Actions sera établie par la signature de l'actionnaire concerné dans le registre des actionnaires.

6.3. Les droits de chaque actionnaire seront représentés par un certificat enregistré contenant l'information requise par la Loi et signé par l'actionnaire et un Administrateur. Le certificat enregistré contiendra par ordre chronologique, tout montant payé ou retiré par l'actionnaire. De telles inscriptions seront, le cas échéant, signées par un administrateur ou l'actionnaire et constituent un reçu.

6.4. La Société aura au moins deux (2) actionnaires. Le décès ou la dissolution d'un actionnaire n'entraînera pas la dissolution, la liquidation ou toute fin comparable de la Société.

6.5. Les Actions ne peuvent être ni transférées, ni mises en gage, ni cédées à un tiers. Cependant un Actionnaire pourra démissionner, être exclu ou retirer ses contributions selon les stipulations de l'Article 8, sous réserve des termes et conditions prévus par la loi.

Art. 7. Admission et Emission des actions; Absence de droit préférentiel de souscription.

7.1 Le Conseil d'Administration est autorisé sans limitation et à tout moment à admettre de nouveaux actionnaires et d'émettre un nombre illimité d'actions intégralement souscrites.

7.2 Les demandes de souscription seront adressées au Conseil d'Administration qui pourra accepter ou rejeter ces demandes, à son entière discrétion.

7.3 Après une émission de nouvelles actions, le Conseil d'Administration prendra soin de modifier ces Statuts afin qu'ils reflètent l'augmentation de capital comme appropriée et de prendre toutes les mesures nécessaires pour la réalisation de l'augmentation de capital.

7.4 Dans aucun cas, les Actionnaires existants auront un droit préférentiel de souscription sur les Actions à émettre.

Art. 8. Démission, Exclusion, Décès et Retrait de contributions.

8.1 La Société annulera toutes les actions d'actionnaires qui cesseront faire partie de la Société en raison de leur démission, exclusion, décès ou retrait de contributions. Le capital de la Société sera réduit en conséquence, selon les conditions prévues par les présents Statuts.

8.2 Un Actionnaire ne peut démissionner de la Société que dans les situations et dans les conditions établies par le Conseil d'Administration. La démission de l'Actionnaire concerné est à communiquer par écrit.

8.3 En outre, tout Actionnaire peut être exclu en raison de toute mauvaise conduite, laquelle sera appréciée par le Conseil d'Administration. L'exclusion est décidée par le Conseil d'Administration et communiquée par écrit.

8.4 La valeur de l'action à récupérer par l'actionnaire démissionnaire ou exclu sera égale à sa valeur nominale et sera versée dans une période à déterminer par le Conseil d'Administration et qui n'excédera pas dix (10) jours ouvrables à compter depuis la fixation de cette valeur, sous conditions que les certificats d'actions ont été retournés et reçus par la Société.

8.5. L'actionnaire désirant retirer l'ensemble ou une partie de ces contributions («Actionnaire Retirant») informera le Conseil d'Administration par écrit («Avis de Retrait») et mentionnera dans cet Avis de Retrait le nombre d'actions à annuler selon son intention de retirer des contributions («Actions Retirées»). Le Conseil d'Administration décidera à sa discrétion d'accepter ou non l'annulation des Actions Retirées et informera l'Actionnaire Retirant trente (30) jours à compter du jour de réception d'un tel Avis de Retrait, si la société annulera les Actions Retirées en transmettant à l'Actionnaire retirant sa décision («Avis d'Acceptation») et, en cas d'acceptation, l'informant du prix fixé par le Conseil d'Administration («Prix de Retrait»).

8.6. L'Actionnaire Retirant informera le Conseil d'Administration dans un délai de quinze (15) jours à compter du jour de réception de l'Avis d'Acceptation, sur son intention de transférer à la Société les Actions Retirées au Prix de Retrait. Dans le cas où l'Actionnaire Retirant décide de transférer les Actions Retirées à la Société, il transmettra sa confirmation par courrier adressé au siège social, ensemble les certificats des Actions Retirées pour le cas où de tels certificats ont été issus afin d'établir la propriété des Actions Retirées à annuler, dûment avisées avec leur transfert à la Société.

8.7. L'annulation sera réalisée au plus tard cinq (5) jours ouvrables depuis la date de réception du reçu de la l'Avis d'Acceptation par la Société («Date d'Annulation»). Le Conseil d'Administration se chargera de la modification des présents Statuts afin de refléter la diminution du capital social et de prendre toute mesure nécessaire pour la réalisation de la diminution de capital.

8.8. Tous les droits et obligations attachés aux Actions Retirées dûment transférées à la Société seront suspendues jusqu'à leur annulation. La société paiera à l'Actionnaire Retiré le Prix de Retrait pour les Actions Retirées dans un délai de trente (30) à compter de la Date d'Annulation

8.9. Le Prix de Retrait pourra, à la discrétion du Conseil d'Administration, être déterminé par une évaluation indépendante performée par un réviseur d'entreprise.

Art. 9. Responsabilité des Actionnaires.

9.1. Les Actionnaires ne seront tenus du paiement à la Société que du montant de la valeur nominale et de la prime d'émission de chaque action qu'ils auront souscrite. En particulier, les Actionnaires ne seront pas tenus des dettes, responsabilités et engagements de la Société ou de tout autre Actionnaire.

IV. Gestion

10.1 La Société est gérée par un Conseil d'Administration composé d'au moins trois (3) membres (qui n'ont pas besoin d'être des actionnaires).

10.2 Les membres du Conseil d'Administration sont élus par l'assemblée générale des Actionnaires, qui détermine le nombre d'administrateurs, leur rémunération et la durée de leur mandat. La durée du mandat d'un administrateur est de six (6) années maximum et un administrateur reste en fonctions jusqu'à ce que son successeur soit élu. Les Administrateurs pourront être réélus pour des périodes successives.

10.3. Tout administrateur peut être révoqué ad nutum à tout moment par décision de l'Assemblée Générale des Actionnaires de la Société.

10.4. Dans le cas où une personne morale serait nommée Administrateur, une telle personne morale devra désigner un représentant permanent qui performera son rôle au nom de la personne morale. La personne morale concernée pourra retirer son représentant permanent uniquement si elle nomme un successeur au même moment.

10.5. En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de retraite, de démission ou pour toute autre cause, les administrateurs restants pourront élire, à la majorité des votes, un administrateur pour pourvoir au remplacement du poste devenu vacant jusqu'à la prochaine Assemblée Générale des Actionnaires de la Société élit un nouvel administrateur.

Art. 11. Résolutions du Conseil d'Administration.

11.1. Le Président du Conseil d'Administration sera élu et nommé parmi les administrateurs en fonction par (le Conseil d'Administration).

11.2 Le Conseil d'Administration se réunira sur la convocation du président au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

11.3 Le président présidera les réunions du Conseil d'Administration. En son absence, il désigne un autre Administrateur comme Président pro tempore. Au début de chaque réunion le président désignera un secrétaire qui devra dresser les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration.

11.4. Un avis écrit de toute réunion du Conseil d'Administration sera transmis à tous les administrateurs par fac-similé ou courrier électronique (sans signature électronique), au moins vingt-quatre (24) heures avant l'heure prévue pour la réunion sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation.

11.5. Aucun avis ne sera nécessaire dans le cas où tous les membres du Conseil d'Administration sont présents ou représentés à la réunion et s'ils déclarent être dûment informés de l'ordre du jour de la réunion. Il pourra être passé outre à cette convocation par assentiment en original par fac-similé ou courrier électronique (sans signature électronique) ou tout autre moyen de communication de chaque administrateur. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du Conseil d'Administration se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

11.6. Tout administrateur pourra se faire représenter à chaque réunion du Conseil d'Administration, en désignant par écrit, par fac-similé ou courrier électronique (sans signature électronique), ou tout autre moyen de communication, une copie étant suffisante, un autre administrateur agissant en qualité de mandataire. Un (1) même administrateur ne peut représenter plusieurs administrateurs.

11.7. Tout administrateur pourra participer à une réunion du Conseil d'Administration par télé- ou vidéoconférence, ou tout autre moyen de communication similaire permettant à toutes les personnes participant à la réunion de s'entendre les unes les autres d'une façon continue et permettant une participation véritable de toute personne participant à la réunion. La participation à une réunion par le biais de ces moyens équivaut à une participation en personne. Une telle réunion est réputée avoir eu lieu au siège social de la Société.

11.8 Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs. Le Président n'aura pas voix prépondérante.

11.9. Le protocole de toute réunion du Conseil d'Administration sera signé par le Président ou deux (2) Administrateurs.

11.10. Toutes résolutions écrites signées par tous les administrateurs seront aussi valables et contraignantes pour la Société comme une résolution passée lors d'une réunion dûment convoquée et tenue. Les signatures peuvent être mises sur un seul ou une série de documents écrits ayant chacun le même contenu reprenant les résolutions et portant la signature de chaque administrateur, en original ou en copie délivrée par fac-similé ou courrier électronique ou tout autre moyen de communication.

Art. 12. Pouvoirs du Conseil d'Administration.

12.1 Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou par les Statuts à l'Assemblée Générale sont de la compétence du Conseil d'Administration.

12.2 Le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion journalière de la Société à un (1) ou plusieurs directeur(s), agent(s), gérant(s), représentant(s) ou autre mandataire(s), actionnaires. Le Conseil d'Administration détermine l'étendue des pouvoirs, les conditions du retrait et la rémunération attachées à ces délégations de pouvoir.

12.3 Le Conseil d'Administration peut déléguer des pouvoirs spéciaux et limités pour des affaires déterminées et pendant une période de temps limitée à une (1) ou plusieurs personnes, lesquelles n'ont pas besoin d'être des administrateurs.

Art. 13. Signatures autorisées.

13.1 La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de deux (2) Administrateurs et de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le Conseil d'Administration.

Art. 14. Conflit d'intérêts.

14.1 Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et une quelconque autre société ou entité ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou fondés de pouvoir de la Société auraient un intérêt personnel dans une telle société ou entité, ou sont administrateur, actionnaire, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entité.

14.2 Tout administrateur ou fondé de pouvoir de la Société, qui est administrateur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou entité avec laquelle la Société contracterait ou s'engagerait autrement en affaires, ne pourra, en raison de sa position dans cette autre société ou entité, être empêché de délibérer, de voter ou d'agir en relation avec un tel contrat ou autre affaire.

14.3 Au cas où un Administrateur de la Société aurait un intérêt personnel et contraire dans une quelconque affaire de la Société, cet Administrateur devra informer le Conseil d'Administration de la Société de son intérêt personnel et contraire et il ne participera pas aux délibérations et ne prendra pas part au vote sur cette affaire; un rapport devra être fait au sujet de cette affaire et de l'intérêt personnel de cet administrateur à la prochaine Assemblée Générale. Les deux (2) paragraphes qui précèdent ne s'appliquent pas aux résolutions du Conseil d'Administration concernant les opérations réalisées dans le cadre des affaires courantes de la Société conclues à des conditions normales (à arm's length).

V. Actionnariat de la Société

Art. 15. Pouvoirs.

15.1 L'assemblée générale des Actionnaires de la Société représente l'universalité des actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier les actes relatifs aux opérations de la Société.

Art. 16. Droits de vote.

16.1. Chaque actionnaire a le droit de vote au prorata du nombre des actions détenues. Chaque Action donne droit à une voix.

16.2. Chaque actionnaire a le droit de participer à l'Assemblée Générale des Actionnaires de la Société indépendamment du nombre d'actions dont il est propriétaire.

Art. 17. Résolutions des Assemblées Générales des Actionnaires de la Société.

17.1. L'Assemblée Générale des Actionnaires de la Société se réunit sur convocation du Conseil d'Administration. Elle doit également être convoquée sur demande émanant d'actionnaires représentant au moins un dixième (10 %) du capital social. Les actionnaires représentant au moins un dixième (10 %) du capital social pourront demander l'addition d'un (1) ou plusieurs points à l'ordre du jour de toute Assemblée Générale des Actionnaires de la Société. Une telle demande est à adresser au siège social de la Société par courrier recommandé au moins cinq (5) jours avant le jour de l'Assemblée Générale.

17.2. Les convocations contiendront l'ordre du jour et les date et endroit où l'Assemblée Générale aura lieu.

17.3. Une deuxième convocation sera nécessaire en cas où le quorum requis pour la tenue de l'Assemblée n'est pas réuni par la première convocation et sous condition qu'aucun nouveau point ne soit ajouté à l'ordre du jour, la deuxième convocation sera faite selon les exigences prévues par la Loi.

17.4. Si tous les actionnaires sont présents ou représentés et déclarent se considérer comme dûment convoqués et avoir eu connaissance préalable de l'ordre du jour, l'assemblée générale peut valablement avoir lieu sans convocation préalable.

17.5. Le Conseil d'Administration pourra fixer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour pouvoir participer à toute Assemblée et identifier les actionnaires votants ou de leurs représentants.

17.6. Tout actionnaire qui participe à l'Assemblée Générale des Actionnaires par conférence téléphonique, conférence vidéo ou par tout autre moyen de communication permettant à leur identification est réputé présent pour le calcul du quorum et de la majorité. Le moyen de communication utilisé devra permettre à toute personne participant à la réunion de s'entendre et de se parler de manière continue et devra permettre une participation véritable de toute personne à l'Assemblée.

17.7. Un actionnaire peut se faire représenter à toute Assemblée Générale des Actionnaires en conférant un mandat écrit par fac-similé, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication, pour lequel une copie constitue une preuve suffisante, à une autre personne.

17.8. Chaque actionnaire peut voter lors d'une Assemblée Générale des Actionnaires par le biais d'un bulletin de vote signé envoyé par courrier, fac-similé, courrier électronique au siège social de la Société ou à l'adresse précisée dans l'avis de convocation. Les actionnaires pourront uniquement utiliser les bulletins de vote fournis par la Société contenant au minimum le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, l'ordre du jour de l'assemblée, les propositions soumises aux résolutions de l'assemblée ainsi que pour chaque proposition trois (3) cases permettant à l'Actionnaire de voter pour ou contre la résolution concernée ou de s'abstenir de voter en cochant la case appropriée d'une croix. Les bulletins de vote ne contenant ni de vote pour ou contre, ni une abstention seront considérées invalides. La Société prendra seulement en compte les bulletins de vote reçus avant l'assemblée générale des Actionnaires concernée par lesdits bulletins.

17.9. Sauf disposition légale ou statutaire contraire, les décisions de l'Assemblée Générale des Actionnaires sont prises à la majorité simple des voix des actionnaires dûment émises.

Cependant les décisions concernant les questions suivantes exigent le consentement unanime de tous les actionnaires:

- (a) toute modification des présents Statuts (y inclus toute modification aux actions et aux allocations);
- (b) l'admission de tout nouvel actionnaire ou émission de nouvelles actions à toute personne;
- (c) la dissolution de la Société; et
- (d) la nomination des membres du Conseil d'Administration.

Art. 18. Assemblée Générale des Actionnaires de la Société. L'Assemblée Générale des Actionnaires de la Société aura lieu à Luxembourg au siège social de la Société, ou tout endroit au Grand-Duché de Luxembourg comme spécifié dans la convocation, au deuxième jeudi en juin de chaque année à 11 heures. En cas où un tel jour sera un jour férié légal au Luxembourg, l'Assemblée Générale aura lieu au jour ouvrable suivant.

VI. Supervision

Art. 19. Supervision.

19.1 Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui peuvent être des Actionnaires ou non. L'Assemblée Générale des Actionnaires, nomme les commissaires aux comptes, et déterminera

le nombre, la rémunération et la durée du mandat des commissaires aux comtes, qui ne peut excéder six (6) ans. Un commissaire aux comptes peut être réélu pour des mandats successifs.

VII. Exercice social - Comptes annuels - Dissolution et Liquidation

Art. 20. Exercice social.

20.1 L'exercice social de la Société commence le premier jour de janvier de chaque année et s'achève le trente et un décembre de la même année.

Art. 21. Comptes annuels. Chaque année, le Conseil d'Administration en se référant à la fin de l'année financière, les comptes de la Société sont arrêtés par le Conseil d'Administration qui dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société. Tout actionnaire peut prendre au siège social de la Société communication des comptes annuels et de l'inventaire.

Art. 22. Allocation des profits.

22.1. Sur les bénéfices annuels nets de la Société, cinq pour cent (5 %) seront affectés à la réserve légale de la Société. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société, comme stipulé dans les présents Statuts ou comme augmenté ou réduit de temps en temps selon les exigences des Statuts.

22.2. Sur recommandation du Conseil d'Administration, l'assemblée générale des Actionnaires déterminera l'usage du solde des bénéfices annuels nets de la Société conformément aux dispositions prévues par la loi et par les Statuts.

22.3. Toute distribution de dividendes sur les profits nets annuels sera réalisée pro rata au nombre d'actions détenus par chaque actionnaire.

VIII. Dissolution et Liquidation

Art. 23. Dissolution et Liquidation.

23.1. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs (personnes physiques ou morales) nommés par l'Assemblée Générale des Actionnaires qui décide de la liquidation et qui fixera également les pouvoirs et émoluments du ou des liquidateurs.

23.2. Après apurement des dettes et frais de la Société, y inclus les frais et coûts relatifs à la liquidation, le boni de liquidation sera distribué aux actionnaires selon les droits et obligations attachés à chaque action. Cette distribution du boni de liquidation sera réalisée selon les règles prévues pour la distribution des dividendes afin de réaliser le même résultat économique déterminées par ces règles, toujours en respectant les droits et obligations attachés à chaque Action.

IX. Modifications des Statuts

Art. 24. Modifications.

24.1 Les présents statuts pourront être modifiés par résolution de l'Assemblée Générale des Actionnaires de la Société statuant sous les conditions prévues par la Loi.

X. Dispositions générales

Art. 25. Loi Applicable.

25.1 Toutes les matières qui ne sont pas expressément régies par les Statuts seront réglées conformément à la Loi.

25.2 Les présents Statuts ont été rédigés en anglais suivi d'une traduction française. A la requête de la même comparante et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence au jour de la constitution pour se terminer le trente et un décembre 2013.
- 2) La première Assemblée générale annuelle ordinaire des associés aura lieu en 2014.

Souscription et Paiement

Le capital social a été souscrit comme suit:

Souscripteur	Nombre D'actions	Prix total de souscription	Paiement (EUR)
PATRIZIA Immobilien AG	1	1,-	1,-
PATRIZIA Luxembourg S.à r.l.	99	99,-	99,-
Total:	100	100,-	100,-

Toutes les actions ont été entièrement libérées, de façon à ce que le montant de cent Euro (EUR 100,-) est maintenant à la disposition de la Société.

Assemblée Générale des actionnaires

Les personnes pré-qualifiés, représentant l'intégralité du capital social ont pris les résolutions suivantes:

1. Sont appelés aux fonctions d'administrateurs et membres du Conseil d'Administration:

(a) M Arwed Dieter Fischer, gérant de société, né le 2 novembre 1952 à Kernath, République Fédérale d'Allemagne, avec adresse professionnelle à Fuggerstrasse 26, D-86150 Augsburg, République Fédérale d'Allemagne

(b) Dr Bernhard Christian Paul Engelbrecht, gérant de société, né le 21 décembre 1967 à Munich, République Fédérale d'Allemagne, avec adresse professionnelle à 2-4 rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg

(c) M Horst Franz Baumann, gérant de société, né le 2 mars 1961 à Mettlach, République Fédérale d'Allemagne, avec adresse professionnelle à 9, place Clairefontaine, L-1341 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg

2. Est appelée aux fonctions de commissaire de la Société:

Deloitte Audit S.à r.l. une société à responsabilité limitée constituée et existant suivant les lois de Luxembourg ayant siège social au 560, Rue de Neudorf, 2220-Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B.67.895.

3. Le siège social de la Société est fixé au 2-4, Rue Beck, L-1222 Luxembourg.

4. Les mandats des administrateurs et du commissaire prendront fin à l'assemblée générale annuelle de l'an 2016 ou à tout moment antérieur que l'Assemblée Générale des Actionnaires de la Société déterminera.

Lecture faite aux comparants, lesquels comparants ont signé le présent acte en deux originaux.

PATRIZIA Immobilien AG / PATRIZIA Luxembourg S.à r.l.

représenté par M^e Marie-Claude Frank / représenté par M^e Sabine Hinz

Mandataire / Mandataire

Référence de publication: 2013035360/657.

(130043134) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2013.

LF Hotels Acquico III (GP) S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 20.000,00.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 175.737.

— STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-seventh Day of February.

Before Us, Maître Jean-Paul MEYERS, notary, residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

- Fattal Hotels Ltd (Israel), a limited liability company, with registered office at 3 Ammunition Hill, 67 023 Tel Aviv-Jaffa (Israel), duly formed and registered on March 29th 1974 with the Israeli registrar of Companies, under the Israeli Companies Law, and registered with the Israeli Registrar of Companies under the number 51-067881-6,

here represented by Ole MARQUARDT, residing professionally at 4, rue Dicks, L-1417 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on February 26th 2013,

The said proxy, signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"):

1. Form - Corporate name. This document constitutes the articles of incorporation (the "Articles") of "LF Hotels Acquico III (GP) S.à.r.l." (the "Company"), a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg including the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the "1915 Law").

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company (the "Registered Office") is established in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 The Registered Office may be transferred:

2.2.1 to any other place within the same municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by:

a) the Sole Manager (as defined in Article 8.2) if the Company has at the time a Sole Manager; or

b) the Board of Managers (as defined in Article 8.3) if the Company has at the time a Board of Managers; or

2.2.2 to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg (whether or not in the same municipality) by a resolution of the shareholders of the Company (a "Shareholders' Resolution") passed in accordance with these Articles - including Article 13.4 - and the laws from time to time of the Grand Duchy of Luxembourg including the 1915 Law ("Luxembourg Law").

2.3 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic, social or otherwise, which would prevent normal activity at the Registered Office, the Registered Office may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality and the Company will, notwithstanding this temporary transfer of the Registered Office, remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the Registered Office will be made by the Sole Manager or the Board of Managers as appropriate.

2.4 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

3. Objects.

3.1 The Company shall be appointed as and act as the general partner of LF Hotels Acquico III SCS, a Luxembourg limited partnership (société en commandite simple) which will be governed by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Companies Law"), and by its articles of association (the "Partnership").

3.2 The Company's object is to directly or indirectly, acquire, hold or dispose of interests and participations in Luxembourg or foreign entities, by any means and to administrate, develop and manage such holding of interests or participations;

3.3 The Company may also, directly or indirectly, invest in, acquire, hold or dispose of any kind of asset by any means;

3.4. The Company may make real estate related investments whether directly or through direct or indirect participations in subsidiaries of the Company owning such investments;

3.5 The Company may also render every assistance, whether by way of loans, guarantees or otherwise to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company (hereafter referred to as the "Connected Companies") or any other entity, it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector;

3.6 The Company may in particular enter into the following transactions, it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector:

3.6.1 - to borrow money in any form or to obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue, always on a private basis, of bonds, notes, promissory notes and other debt or equity instruments convertible or not, the use of financial derivatives or otherwise;

3.6.2 - to advance, lend or deposit money or give credit to or with or to subscribe to or purchase any debt instrument issued by any Luxembourg or foreign entity on such terms as may be thought fit and with or without security;

3.6.3 - to enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present or future) or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company and of any of the Connected Companies, within the limits of and in accordance with the provisions of Luxembourg Law.

3.7 The Company can perform all legal, commercial, technical and financial investments or operations and in general, all transactions which are necessary to fulfill its object as well as all operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its purpose in all areas described above.

4. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

5. Share capital.

5.1 The corporate capital is fixed at twenty thousand Euro (EUR 20,000.-) represented by one hundred (100) shares having a nominal value of two hundred Euro (EUR 200.-) each (hereafter collectively referred to as the "Shares"). In these Articles, "Shareholders" means the holders at the relevant time of the Shares and "Shareholder" shall be construed accordingly.

5.2 The Company may establish a share premium account (the "Share Premium Account") into which any premium paid on any Share is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Account are to be taken by the Shareholder(s) subject to the 1915 Law and these Articles.

5.3 The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Shareholder(s) subject to the 1915 Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision may, but need not, allocate any amount contributed to the contributor.

5.4 All Shares have equal rights subject as otherwise provided in these Articles.

5.5 The Company may redeem its own shares, in the framework of a decrease of its share capital by cancellation of the redeemed shares, under the following terms and conditions:

(a) the redemption price shall be set by reference to the nominal value of each redeemed share, or if higher within the total amount of any distributable sums in accordance with the entitlement of the redeemed shares as provided for by the Articles. Where the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the re-

demption may only be decided to the extent that sufficient distributable sums are available as regards the excess purchase price;

(b) the redemption shall be carried out by a resolution taken by a vote of the majority of the shareholders, representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital; and

(c) the redeemed shares shall be cancelled following the decrease of the capital.

6. Indivisibility of shares.

6.1 Each Share is indivisible.

6.2 A Share may be registered in the name of more than one person provided that all holders of a Share notify the Company in writing as to which of them is to be regarded as their representative; the Company will deal with that representative as if it were the sole Shareholder in respect of that Share including for the purposes of voting, dividend and other payment rights.

7. Transfer of shares.

7.1 During such time as the Company has only one Shareholder, the Shares will be freely transferable.

7.2 The transfer of Shares is subject to the provisions of articles 189 and 190 of the 1915 Law.

8. Management.

8.1 The Company will be managed by one or more managers ("Managers") who shall be appointed by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

8.2 If the Company has at the relevant time only one Manager, he is referred to in these Articles as a "Sole Manager".

8.3 If the Company has from time to time more than one Manager, they will constitute a board of managers or conseil de gérance (the "Board of Managers"). The members of the Board of Managers might be split into two categories, respectively denominated "Category A Manager(s)" and "Category B Manager(s)".

8.4 A Manager may be removed at any time for any reason by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

9. Powers of the managers.

9.1 The Sole Manager, when the Company has only one Manager, and at all other times the Board of Managers, may take all or any action which is necessary or useful to realise any of the objects of the Company, with the exception of those reserved by Luxembourg Law or these Articles to be decided upon by the Shareholders.

10. Representation and Signature power.

10.1 Subject as provided by Luxembourg Law and these Articles, the Company is validly bound or represented towards third parties by:

10.1.1 if the Company has a Sole Manager, the sole signature of the Sole Manager;

10.1.2 if the Company has more than one Manager, the sole signature of any Manager and, if the general meeting of shareholders has decided to create two categories of managers, the Company will only be bound by the joint signature of any Category A Manager together with any Category B Manager;

10.1.3 the sole signature of any person to whom such power has been delegated in accordance with Article 11.

11. Agent of the managers.

11.1 The Sole Manager or, if the Company has more than one Manager, any manager may delegate any of their powers for specific tasks to one or more ad hoc agents and will determine any such agent's powers and responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

12. Board meetings.

12.1 Meetings of the Board of Managers ("Board Meetings") may be convened by any Manager. The Board of Managers shall appoint a chairman.

12.2 The Board of Managers may validly debate and take decisions at a Board Meeting without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Managers have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Board Meeting, in person or by an authorized representative.

12.3 A Manager may appoint any other Manager (but not any other person) to act as his representative (a "Manager's Representative") at a Board Meeting to attend, deliberate, vote and perform all his functions on his behalf at that Board Meeting. A Manager can act as representative for more than one other Manager at a Board Meeting provided that (without prejudice to any quorum requirements) at least two Managers are physically present at a Board Meeting held in person or participate in person in a Board Meeting held under Article 12.5.

12.4 The Board of Managers can only validly debate and take decisions if a majority of the Managers are present or represented and, to the extent Category A Managers and Category B Managers were appointed, at least one Category A Manager and one Category B Manager must be present or represented. Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority of the votes cast and, if the Board of Managers is composed of Category A Managers and

Category B Managers such resolutions must be approved by at least one Category A Manager and one Category B Manager.

12.5 A Manager or his Manager's Representative may validly participate in a Board Meeting through the medium of conference telephone, video conference or similar form of communications equipment provided that all persons participating in the meeting are able to hear and speak to each other throughout the meeting. A person participating in this way is deemed to be present in person at the meeting and shall be counted in the quorum and entitled to vote. Subject to Luxembourg Law, all business transacted in this way by the Managers shall, for the purposes of these Articles, be deemed to be validly and effectively transacted at a Board Meeting, notwithstanding that fewer than the number of managers (or their representatives) required to constitute a quorum are physically present in the same place.

12.6 A resolution in writing signed by all the Managers (or in relation to any Manager, his Manager's Representative) shall be as valid and effective if it had been passed at a Board Meeting duly convened and held and may consist of one or several documents in the like form each signed by or on behalf of one or more of the Managers concerned.

12.7 The minutes of a Board Meeting shall be signed by and extracts of the minutes of a Board Meeting may be certified by any Manager present at the Meeting.

13. Shareholders' resolutions.

13.1 Each Shareholder shall have one vote for every Share of which he is the holder.

13.2 Subject as provided in Articles 13.3, 13.4 and 13.5, Shareholders' Resolutions are only valid if they are passed by Shareholders holding more than half of the Shares, provided that if that figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter and the resolution may be passed by a majority of the votes cast, irrespective of the number of Shares represented.

13.3 Shareholders may not change the nationality of the Company or oblige any of the Shareholders to increase their participation in the Company otherwise than by unanimous vote of the Shareholders.

13.4 Subject as provided in Article 13.3, any resolution to change these Articles (including a change to the Registered Office), subject to any provision of the contrary, needs to be passed by a majority in number of the Shareholders representing three quarters of the Shares.

13.5 A resolution to dissolve the Company or to determine the method of liquidating the Company and/or to appoint the liquidators needs to be passed in accordance with Luxembourg Law.

13.6 A meeting of Shareholders (a "Shareholders' Meeting") may validly debate and take decisions without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Shareholders have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Shareholders' Meeting, in person or by an authorised representative.

13.7 A Shareholder may be represented at a Shareholders' Meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxy or attorney who need not be a Shareholder.

13.8 a) If at the time the Company has no more than twenty-five Shareholders, Shareholders' Resolutions may be passed by written vote of Shareholders rather than at a Shareholders' Meeting provided that each Shareholder receives the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted.

b) The majority requirement applicable to the adoption of resolutions by a Shareholders' Meeting apply mutatis mutandis to the passing of written resolutions of Shareholders. Except where required by Luxembourg Law, there shall be no quorum requirements for the passing of written resolutions of Shareholders. Written resolutions of Shareholders shall be validly passed immediately upon receipt by the Company of original copies (or copies sent by facsimile transmission or as e-mail attachments) of Shareholders' votes subject to the requirements as provided in Article 13.8. a) and the above provisions of Article 13.8 b), irrespective of whether all shareholders have voted or not.

14. Business year and Annual accounts.

14.1 The Company's financial year starts on 1st January and ends on the 31st December of each year.

15. Distribution on shares.

15.1 From the net profits of the Company determined in accordance with Luxembourg Law, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

15.2 Subject to the provisions of Luxembourg Law and the Articles, the Company may by resolution of the Shareholders declare dividends in accordance with the respective rights of the Shareholders.

15.3 The Sole Manager or the Board of Managers as appropriate may decide to pay interim dividends to the Shareholder(s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the 1915 Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned may be recovered from the relevant Shareholder(s).

16. Dissolution and Liquidation. The liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders' meeting in accordance with Luxembourg Law and Article 11.1. If at the time the Company has only one Shareholder, that Shareholder may, at its option, resolve to liquidate the Company by assuming personally all the assets and liabilities, known or unknown, of the Company.

17. Interpretation and Luxembourg law.

17.1 In these Articles:

17.1.1 a reference to:

- (a) one gender shall include each gender;
- (b) (unless the context otherwise requires) the singular shall include the plural and vice versa;
- (c) a "person" includes a reference to any individual, firm, company, corporation or other body corporate, government, state or agency of a state or any joint venture, association or partnership, works council or employee representative body (whether or not having a separate legal personality);
- (d) a statutory provision or statute includes all modifications thereto and all re-enactments (with or without modifications) thereof.

17.1.2 the words "include" and "including" shall be deemed to be followed by the words "without limitation" and general words shall not be given a restrictive meaning by reason of their being preceded or followed by words indicating a particular class of acts, matters or things or by examples falling within the general words;

17.1.3 the headings to these Articles do not affect their interpretation or construction.

17.2 In addition to these Articles, the Company is also governed by all applicable provisions of Luxembourg Law.

Transitional disposition

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on December 31, 2013.

Subscription - Payment

The share capital of the Company has been subscribed as follows:

Subscriber	Numbers of shares	Subscription price (EUR)
Fattal Hotels Ltd (Israel)	100	20,000
Total	100	20,000

All these Shares have been fully paid up in cash, so that the sum of twenty thousand Euro (EUR 20,000.-) corresponding to a share capital of twenty thousand Euro (EUR 20,000.-) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about EUR 1,200.-.

Extraordinary shareholder's resolutions

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named party, representing the entirety of the subscribed share capital and exercising the powers devolved to the shareholders' meeting, passed, through its proxyholder, the following resolutions:

1) The following person is appointed as Sole Manager of the Company for an undetermined period and with immediate effect:

Ole Marquardt, lawyer, residing professionally at 4, Rue Dicks, L-1417 Luxembourg;

2) The Company shall have its registered office at 4, Rue Dicks, L-1417 Luxembourg,

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a German version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, he signed together with the notary the present deed.

Es Folgt die Deutsche Übersetzung:

Im Jahr zweitausenddreizehn, am siebenundzwanzigsten Tag des Monats Februar.

Vor dem unterzeichnenden Maître Jean-Paul MEYERS, Notar mit Amtssitz in Rambrouch, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

- Fattal Hotels Ltd (Israel), eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Sitz in 3 Ammunition Hill, 67 023 Tel Aviv-Jaffa (Israel), gegründet und registriert unter der israelischen Companies Law, am 29. März 1974 mit dem Israelischen Registrar of Companies, unter der Nummer 51-067881-6,

vertreten durch, Ole MARQUARDT, mit beruflicher Anschrift in L-1417 Luxemburg, 4, Rue Dicks, auf Grund einer privatschriftlichen Vollmacht ausgestellt am 26 Februar 2013,

Die vorerwähnte Vollmacht bleibt, nach Paraphierung ne varietur durch die erschienene Partei und den beurkundenden Notar, vorliegender Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Die Erschienene, vertreten wie oben erwähnt, ersucht den unterzeichnenden Notar, die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach luxemburgischem Recht (société à responsabilité limitée) wie folgt zu beurkunden:

1. Form und Name. Dieses Dokument stellt die Satzung (die "Satzung") der "LF Hotels Acquico III (GP) S.à.r.l." (die "Gesellschaft") dar, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), welche nach den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg einschließlich des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, wie abgeändert (das "Gesetz von 1915"), gegründet wurde.

2. Gesellschaftssitz.

2.1 Der Sitz der Gesellschaft (der "Gesellschaftssitz") ist in der Stadt Luxemburg Großherzogtum Luxemburg.

2.2 Der Gesellschaftssitz kann verlegt werden:

2.2.1 innerhalb derselben Gemeinde im Großherzogtum Luxemburg durch:

a) Beschluss des Alleingeschäftsführers (wie in Artikel 8.2 beschrieben) wenn die Gesellschaft nur einen Alleingeschäftsführer hat; oder

b) Beschluss des Rates der Geschäftsführer der Gesellschaft (wie in Artikel 8.3 beschrieben), soweit die Gesellschaft einen Rat der Geschäftsführer besitzt; oder

2.2.2 an jeden Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg (entweder innerhalb derselben Gemeinde oder nicht) durch Beschluss der Gesellschafterversammlung (der "Beschluss der Gesellschafterversammlung"), gemäß der vorliegenden Satzung - einschließlich des Artikels 13.4 - und den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg einschließlich des Gesetzes von 1915 über Handelsgesellschaften, wie abgeändert (das "Luxemburger Recht").

2.3 Sollte eine Situation eintreten oder als voraussehbar betrachtet werden, die die normale Geschäftstätigkeit am Gesellschaftssitz oder den ordnungsgemäßen Geschäftsverkehr zwischen diesem Sitz und dem Ausland durch außergewöhnliche Ereignisse militärischer, politischer, wirtschaftlicher, gesellschaftlicher oder sonstiger Art gefährdet werden, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur völligen Wiederherstellung normaler Verhältnisse ins Ausland verlegt werden; diese Maßnahmen betreffen jedoch in keiner Weise die Staatsangehörigkeit der Gesellschaft, welche ungeachtet der vorübergehenden Sitzverlegung, eine Luxemburger Gesellschaft bleibt. Der Beschluss über die vorübergehende Sitzverlegung der Gesellschaft wird durch den Alleingeschäftsführer oder, im Fall von mehreren Geschäftsführern, durch den Rat der Geschäftsführer der Gesellschaft getroffen.

2.4 Geschäftsstellen oder andere Zweigniederlassungen können sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland eröffnet werden.

3. Zweck.

3.1 Die Gesellschaft wird ernannt werden und fungieren als persönlich haftende Gesellschafterin der LF Hotels Acquico III SCS, einer luxemburgische Kommanditgesellschaft (société en commandite simple), entsprechend den Bestimmungen des Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner geänderten Fassung (das „Handelsgesellschaften Gesetz“), und ihrer Satzung (die „Partnerschaft“).

3.2 Zweck der Gesellschaft ist es, auf jede Art und Weise, Anteile und Beteiligungen in Luxemburger oder fremden Unternehmen direkt oder indirekt zu erwerben, zu halten oder über diese zu verfügen und das Halten von diesen Anteilen und Beteiligungen zu verwalten, zu entwickeln und zu managen;

3.3 Die Gesellschaft kann ebenso auf jede Art und Weise direkt oder indirekt in jegliche Art von Vermögenswerten investieren, diese erwerben, halten oder über sie verfügen;

3.4. Die Gesellschaft kann immobilienbezogene Anlagen tätigen entweder durch direkte oder indirekte Beteiligungen in Tochtergesellschaften der Gesellschaft, welche solche Anlagen besitzen;

3.5 Die Gesellschaft kann ihren Tochtergesellschaften oder Gesellschaften an welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält oder jeder Gesellschaft, die ein direkter oder indirekter Anteilhaber der Gesellschaft ist oder jeder Gesellschaft, die zur selben Gruppe wie die Gesellschaft gehört (im Folgenden als die "Verbundenen Gesellschaften") oder jeder anderen juristischen Person jegliche Unterstützung zukommen lassen, sei es durch Darlehen, Garantien oder auf andere Weise, wobei davon ausgegangen wird, dass die Gesellschaft keine Transaktion ohne entsprechende Erlaubnis nach Luxemburger Recht tätigt, welche eine reglementierte Tätigkeit des Finanzsektors darstellen würde;

3.6 Die Gesellschaft kann insbesondere die folgenden Transaktionen durchführen, wobei davon ausgegangen wird, dass die Gesellschaft keine Transaktion ohne entsprechende Erlaubnis nach Luxemburger Recht tätigt, welche eine reglementierte Tätigkeit des Finanzsektors darstellen würde;

3.6.1 - Kredite in jeglicher Form aufnehmen und sonstige Kreditfazilitäten nutzen oder Gelder aufbringen, durch einschließlich, aber nicht ausschließlich, die Ausgabe, stets auf privater Basis, von Anleihen, Schuldscheinen, Wechseln und anderen konvertierbaren oder nicht konvertierbaren Schuldtiteln und Eigenkapitalinstrumenten, den Gebrauch von Finanzderivaten oder sonstigem;

3.6.2 - Geld und Vermögensmittel der Gesellschaft vorstrecken, verleihen oder anlegen oder Kredite gewähren oder einen Schuldtitel, der von einer Luxemburger oder einer fremden juristischen Person ausgegeben wurde, zu Bedingungen, die als angemessen erachtet werden, zeichnen oder kaufen, mit oder ohne Stellung von Sicherheiten;

3.6.3 - Garantien geben, Bürgschaften übernehmen oder andere Formen von Sicherheiten einräumen, entweder durch persönliche Zusage oder durch Hypothek oder Belastung über die Gesamtheit oder einen Teil der Unternehmung, der Vermögenswerte (gegenwärtige und zukünftige) oder auf andere Weise, die die Einhaltung von Verträgen oder Verpflichtungen der Gesellschaft und der Verbundenen Gesellschaften, im Rahmen und im Einklang mit den Vorschriften des Luxemburger Rechts.

3.7 Die Gesellschaft kann alle rechtlichen, kommerziellen, technischen und finanziellen Investitionen und Operationen und im generellen alle Transaktionen durchführen, welche nötig sind, um den Gesellschaftszweck zu erfüllen sowie alle Operationen ausführen, welche direkt oder indirekt für die Erfüllung des Gesellschaftszwecks in allen Bereichen wie oben beschrieben als zuträglich erachtet werden.

4. Dauer. Die Gesellschaft wird für eine unbegrenzte Dauer errichtet.

5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital beträgt zwanzigtausend Euro (EUR 20.000,-) eingeteilt in einhundert (100) Gesellschaftsanteile zu je zweihundert Euro (EUR 200,-) (zusammen die "Gesellschaftsanteile"). In der vorliegenden Satzung werden als "Gesellschafter" die Inhaber der Gesellschaftsanteile zum jeweiligen Zeitpunkt bezeichnet und "Gesellschafter" wird entsprechend angepasst.

5.2 Zusätzlich zum Gesellschaftskapital kann ein Aufgeldkonto (das "Aufgeldkonto") eingerichtet werden, auf welches das Aufgeld, welches für Gesellschaftsanteile eingezahlt wird, überwiesen wird. Entscheidungen über die Nutzung des Aufgeldkontos werden von dem/n Gesellschafter/n gemäß dem Gesetz von 1915 und dieser Satzung gefällt.

5.3 Die Gesellschaft kann ohne Einschränkung Eigenkapitalbeteiligungen oder anderen Beteiligungen zustimmen, ohne Gesellschaftsanteile oder andere Sicherheiten für diese Beteiligungen auszugeben und kann diese Beteiligungen einem oder mehreren Konten gutschreiben. Entscheidungen darüber, wie diese Konten zu verwenden sind, müssen von dem/n Gesellschafter/n gemäß dem Gesetz von 1915 und dieser Satzung getroffen werden. Um Zweifel auszuschließen, kann eine derartige Entscheidung, muss aber nicht, einen jeden Betrag bereitstellen, der vom Kapitalanleger eingebracht wurde.

5.4 Alle Gesellschaftsanteile haben gleiche Stimmrechte, es sei denn diese Satzung sieht etwas anderes vor.

5.5 Die Gesellschaft kann eigene Gesellschaftsanteile im Rahmen einer Kapitalreduzierung durch Streichung der erworbenen Gesellschaftsanteile unter folgenden Voraussetzungen zurücknehmen:

(a) der Rücknahmepreis wird unter Bezugnahme auf den Nennwert eines jeden erworbenen Anteils festgelegt, oder falls höher innerhalb des Gesamtbetrags der verfügbaren Beträge im Rahmen des Rücknahmerechts von eigenen Gesellschaftsanteilen nach den Vorgaben der Satzung. In Fällen in denen der Rücknahmepreis über dem Nennwert der für die Rücknahme vorgesehenen Anteile liegt, ist die Rücknahme nur in dem Ausmaß gestattet, in welchem ausreichend verfügbare Mittel hinsichtlich des höheren Rücknahmepreises zur Verfügung stehen;

(b) die Rücknahme erfolgt durch einen Beschluss der Gesellschafter mit einer Mehrheit von mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Gesellschaftskapitals, und

(c) die zurückgenommenen Anteile sollen nach der Reduzierung des Gesellschaftskapitals gestrichen werden.

6. Unteilbarkeit der Gesellschaftsanteile.

6.1 Jeder Gesellschaftsanteil ist unteilbar.

6.2 Ein Gesellschaftsanteil kann im Namen von mehr als einer Person registriert werden, sofern alle Inhaber eines Gesellschaftsanteils der Gesellschaft schriftlich mitteilen, welcher von ihnen als ihr Vertreter angesehen werden soll; die Gesellschaft wird diesen Vertreter so behandeln, als sei er der alleinige Gesellschafter bezüglich dieses Gesellschaftsanteils, einschließlich hinsichtlich Abstimmungen, Dividenden und anderen Zahlungsrechten.

7. Übertragung der Gesellschaftsanteile.

7.1 Falls die Gesellschaft einen Alleingesellschafter hat, sind die Gesellschaftsanteile frei übertragbar.

7.2 Die Übertragung der Gesellschaftsanteile unterliegt den Bestimmungen der Artikel 189 und 190 des Gesetzes von 1915.

8. Geschäftsführung.

8.1 Die Geschäftsführung besteht aus einem oder mehreren Geschäftsführern ("Geschäftsführer"), die durch Beschluss der Gesellschafterversammlung gemäß Luxemburger Recht und den Bestimmungen dieser Satzung bestellt werden.

8.2 Für den Fall, dass die Gesellschaft nur über einen Geschäftsführer verfügt, wird dieser als "Alleingeschäftsführer" bezeichnet.

8.3 Für den Fall, dass die Gesellschaft über mehrere Geschäftsführer verfügt, bilden die Geschäftsführer den Rat der Geschäftsführer oder conseil de gérance (der "Rat der Geschäftsführer"). Die Mitglieder des Rats der Geschäftsführer können in zwei Kategorien aufgeteilt werden, namentlich in die „Kategorie A Geschäftsführer“ und in die „Kategorie B Geschäftsführer“.

8.4 Ein Geschäftsführer kann jederzeit aus jedem Grund durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung gemäß dem Luxemburger Recht und den Bestimmungen dieser Satzung abberufen werden.

9. Befugnisse der Geschäftsführer.

9.1 Der Alleingeschäftsführer, wenn die Gesellschaft nur einen Geschäftsführer hat oder, im Fall von mehreren Geschäftsführern, der Rat der Geschäftsführer, kann alle Rechtsgeschäfte und Tätigkeiten vornehmen, die wichtig oder nötig sind, um den Gesellschaftszweck zu erreichen, mit Ausnahme der Befugnisse, die ausdrücklich durch das Luxemburger Recht oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehalten sind.

10. Rechtmässige Vertretung.

10.1 Gemäß den Vorschriften des Luxemburger Rechts und der vorliegenden Satzung, sind folgende Personen befugt, die Gesellschaft nach außen wirksam zu vertreten:

10.1.1 Wenn die Gesellschaft einen Alleingeschäftsführer hat, durch den Alleingeschäftsführer;

10.1.2 Wenn die Gesellschaft mehr als einen Geschäftsführer hat, durch die Unterschrift eines jeden Geschäftsführers und im Falle von zwei Kategorien von Geschäftsführern durch gemeinsame Unterschrift eines Geschäftsführers der Kategorie A zusammen mit einem Geschäftsführer der Kategorie B;

10.1.3 Durch die alleinige Unterschrift einer Person, die gemäß Artikel 11 die Vertretungsbefugnis übertragen bekommen hat.

11. Bevollmächtigter des Alleingeschäftsführers oder des Rates der Geschäftsführer.

11.1 Der Alleingeschäftsführer oder, im Fall von mehreren Geschäftsführern, der Rat der Geschäftsführer, kann einem zu diesem Zweck berufenen Vertreter für spezifische Aufgaben Untervollmacht erteilen und bestimmt den Verantwortungsbereich und (gegebenenfalls) die Bezahlung, die Dauer und alle anderen wesentlichen Bedingungen der Vertretung.

12. Geschäftsführerversammlung.

12.1 Jeder Geschäftsführer kann die Versammlung des Rates der Geschäftsführer ("Geschäftsführerversammlung") einberufen. Der Rat der Geschäftsführer wählt einen Vorsitzenden.

12.2 Der Rat der Geschäftsführer kann während einer Geschäftsführerversammlung wirksam beraten und ohne vorherige Einberufungserfordernisse oder Einberufungsformalitäten Beschlüsse fassen, wenn alle Geschäftsführer schriftlich oder während der entsprechenden Geschäftsführerversammlung, persönlich oder durch einen ermächtigten Vertreter auf die Einberufungserfordernisse oder Einberufungsformalitäten verzichtet haben.

12.3 Jeder Geschäftsführer kann sich durch einen anderen Geschäftsführer (nicht aber irgendeine andere Person) auf einer Geschäftsführerversammlung vertreten lassen (der "Vertreter eines Geschäftsführers") um in seinem Namen an dieser Sitzung teilzunehmen, zu verhandeln, abzustimmen und all seine Funktionen auszuüben. Ein Geschäftsführer kann als Vertreter für mehrere Geschäftsführer auf einer Geschäftsführerversammlung auftreten, unter der Voraussetzung (ohne Beeinträchtigungen auf die Anwesenheitsbedingungen), dass mindestens zwei Geschäftsführer physisch auf der Geschäftsführerversammlung anwesend sind oder in persona unter der Voraussetzungen des Artikels 12.5 an der Versammlung teilnehmen.

12.4 Der Rat der Geschäftsführer kann nur wirksam beraten und Beschlüsse fassen, wenn mindestens die Mehrheit der Geschäftsführer anwesend oder vertreten ist - und im Falle der Ernennung eines Kategorie A und eines Kategorie B Geschäftsführers wenn wenigstens ein Geschäftsführer der Kategorie A und ein Geschäftsführer der Kategorie B anwesend oder vertreten ist. Die Entscheidungen des Rates der Geschäftsführer werden durch einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen getroffen und im Falle der Ernennung eines Kategorie A und eines Kategorie B Geschäftsführers durch Zustimmung von wenigstens einem Kategorie A und einem Kategorie B Geschäftsführer.

12.5 Ein Geschäftsführer oder der Vertreter eines Geschäftsführers kann wirksam an einer Geschäftsführerversammlung via Telefon- oder Videokonferenzschaltung oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel teilnehmen, vorausgesetzt, dass alle teilnehmenden Personen während der gesamten Sitzung in der Lage sind, sich gegenseitig zu hören und zu sprechen. Eine in dieser Weise teilnehmende Person gilt als persönlich in der Sitzung anwesend, wird im Quorum mitgezählt und kann ihre Stimme abgeben. Gemäß Luxemburger Recht, gelten alle auf diese Art und Weise von den Geschäftsführern getätigten Geschäfte, zum Zwecke der vorliegenden Satzung als zulässig und wirksam in der Geschäftsführerversammlung getätigt, ungeachtet der Tatsache, dass weniger als die für eine Abstimmung vorausgesetzte Zahl der Geschäftsführer (oder deren Vertreter) physisch an einem Ort anwesend sind.

12.6 Ein schriftlicher Beschluss, der von allen Geschäftsführern (oder in Bezug auf einen Geschäftsführer, dem Vertreter des Geschäftsführers) unterzeichnet wurde, ist ordnungsgemäß und rechtskräftig, wenn er in einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Geschäftsführerversammlung beschlossen wurde und er kann aus einem einzigen Dokument oder verschiedenen, den gleichen Inhalt enthaltenden Dokumenten bestehen, die von oder im Namen eines oder allen betreffenden Mitgliedern des Rates der Geschäftsführer unterschrieben wurden.

12.7 Jeder in der Geschäftsführerversammlung anwesende Geschäftsführer kann die Sitzungsprotokolle der Geschäftsführerversammlung unterschreiben und die Auszüge der Sitzungsprotokolle zertifizieren.

13. Beschlüsse der Gesellschafter-Versammlung.

13.1 Jeder Gesellschafter hat eine Stimme für jeden Gesellschaftsanteil, den er hält.

13.2 Gemäß Artikel 13.3, 13.4 und 13.5, sind Beschlüsse der Versammlung der Gesellschafter nur dann wirksam angenommen, wenn sie von Gesellschaftern angenommen wurden, die mehr als die Hälfte der Gesellschaftsanteile halten; sofern diese Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung oder der ersten schriftlichen Konsultation nicht erreicht ist, werden die Gesellschafter ein zweites Mal mittels Einschreiben einberufen oder konsultiert, und dieser Beschluss benötigt unabhängig von der Anzahl der repräsentierten Gesellschaftsanteile die Mehrheit der abgegebenen Stimmen.

13.3 Die Änderung der Nationalität der Gesellschaft oder die Verpflichtung der Gesellschafter ihre Beteiligung an der Gesellschaft zu erhöhen, bedürfen der Einstimmigkeit der Gesellschafter.

13.4 Gemäß Artikel 13.3, können Beschlüsse von Satzungsänderungen (einschließlich der Verlegung des Gesellschaftssitzes), vorbehaltlich etwaiger gegenteiliger Regelungen, nur durch eine Mehrheit von Gesellschaftern, die mindestens drei Viertel der Gesellschaftsanteile halten, beschlossen werden.

13.5 Beschlüsse bezüglich der Auflösung der Gesellschaft, oder der Festlegung einer Liquidationsmethode der Gesellschaft und/oder der Nominierung von Liquidationsverwaltern werden im Einklang mit dem Luxemburger Recht getätigt.

13.6 Eine Gesellschafterversammlung (die "Gesellschafterversammlung") kann ohne vorherige Einberufungserfordernisse oder Einberufungsformalitäten abgehalten werden, wenn alle Gesellschafter persönlich oder deren Vertretungsberechtigte schriftlich auf die entsprechenden Einberufungserfordernisse oder Einberufungsformalitäten auf dem Schriftwege oder persönlich bzw. durch den Vertretungsberechtigten auf der entsprechenden Gesellschafterversammlung, verzichtet haben.

13.7 Ein Gesellschafter kann sich auf einer Gesellschafterversammlung durch einen schriftlich (oder per Fax, E-Mail oder ähnlichem Kommunikationsmittel) bestellten Stellvertreter oder Bevollmächtigten, der selbst kein Gesellschafter sein muss, vertreten lassen.

13.8 a) Sofern die Gesellschaft nicht mehr als fünfundzwanzig Gesellschafter hat, kann ein Beschluss der Gesellschafterversammlung durch schriftliche Abstimmung der Gesellschafter anstelle im Wege einer Gesellschafterversammlung erfolgen, vorausgesetzt, ein jeder Gesellschafter hat den genauen Wortlaut der zu fassenden Beschlüsse oder Entscheidungen erhalten.

b) Die Mehrheitsanforderungen für die Beschlussfassung durch eine Gesellschafterversammlung sind mutatis mutandis auf die Durchführung von schriftlichen Beschlüssen der Gesellschafter anzuwenden. Falls nach Luxemburger Recht nichts anderes vorgesehen ist, sollen keine Quorum-Anforderungen für die Durchführung von schriftlichen Beschlüssen der Gesellschafter bestehen. Schriftliche Beschlüsse der Gesellschafter sind in dem Moment unmittelbar wirksam gefasst, in dem der Gesellschaft Originalkopien (oder Kopien, die per Faxübertragung oder als E-Mail Anhang gesendet wurden) der Gesellschafterstimmen gemäß den Regelungen in Artikel 13.8 a) und den obigen Voraussetzungen von Artikel 13.8 b) zugehen, unabhängig davon, ob alle Gesellschafter abgestimmt haben oder nicht.

14. Geschäftsjahr.

14.1 Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar eines jeden Jahres und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

15. Ausschüttungen.

15.1 Vom Nettogewinn der Gesellschaft, welcher in Übereinstimmung mit den anwendbaren rechtlichen Bestimmungen ermittelt wurde, werden fünf Prozent zur Bildung der gesetzlichen Rücklage verwendet. Diese zwingende Verpflichtung zur Bildung der Rücklage endet, wenn diese Rücklage einen Betrag erreicht hat, der einem Zehntel des Gesellschaftskapitals entspricht.

15.2 Gemäß Luxemburger Recht und dieser Satzung, soll die Ausschüttung von verfügbarem ausschüttbarem Kapital, gemäß der entsprechenden Rechte der jeweiligen Gesellschafter, durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung verkündet werden.

15.3 Es können Vorschüsse auf Dividenden vor Ende des Geschäftsjahres, durch Beschluss des Alleingeschäftsführers oder des Rates der Geschäftsführer anhand eines Zwischenabschlusses, welcher einen ausreichend ausschüttbaren Betrag aufweist, ausgezahlt werden, vorausgesetzt, dass (i) der Betrag der ausgeschüttet werden soll, nicht den Betrag des seit dem Ende des letzten Geschäftsjahres realisierten Gewinns, erhöht um den Gewinnvortrag und die ausschüttbaren Reserven, aber reduziert um den Verlustvortrag und um Beträge die in die gesetzliche oder satzungsmäßige Rücklage der Gesellschaft einzustellen sind, übersteigt und dass (ii) alle derart ausgeschütteten Beträge, die nicht dem tatsächlich erzielten Gewinn der Gesellschaft entsprechen, von dem/den Gesellschafter/n zurückzuzahlen sind.

16. Auflösung und Liquidation. Die Entscheidung über die Auflösung der Gesellschaft wird von der Gesellschafterversammlung in Übereinstimmung mit dem Luxemburgischen Recht und Artikel 11.1 getroffen. Wenn die Gesellschaft nur einen Gesellschafter hat, kann dieser Gesellschafter, sich dazu entschließen die Gesellschaft aufzulösen und persönlich alle Vermögenswerte und Schulden der Gesellschaft, bekannte wie auch unbekannt, zu übernehmen.

17. Interpretation und Luxemburger Recht.

17.1 In der vorliegenden Satzung:

17.1.1 Umfasst/umfassen:

(a) Personenbezeichnungen, welche aus Gründen der besseren Lesbarkeit lediglich in der männlichen oder weiblichen Form verwendet werden, auch das jeweils andere Geschlecht;

(b) (soweit sich aus dem Sachzusammenhang nichts anderes ergibt) Begriffe, die in der Einzahl verwendet werden auch die Mehrzahl und vice versa;

(c) eine "Person" sowohl ein Individuum, als auch eine Firma, eine Gesellschaft, ein Unternehmen oder ein anderes Gesellschaftsorgan, die Regierung, den Staat oder eine Staatliche Agentur oder ein Joint Venture, einen Verein, eine Partnerschaft, einen Betriebsrat oder den Arbeitnehmervertreter (mit oder ohne eigene Rechtspersönlichkeit);

(d) eine satzungsgemäße Regelung oder gesetzliche Vorschrift beinhaltet alle Änderungen und die Wiederinkraftsetzungen (mit oder ohne Änderungen) hiervon.

17.1.2 die Wörter "umfassen" und "sich auf etwas beziehen" beinhalten stillschweigend den Zusatz der Wörter "ohne Einschränkung" und allgemeinen Wörtern darf kein restriktiverer Sinn gegeben werden, auf Grund der Tatsache, dass ihnen Wörter vorangestellt sind oder ihnen folgen, die auf Handlungen, Angelegenheiten oder Sachen hinweisen oder deren Beispiele einen allgemeinen Sinn haben;

17.1.3 die Überschriften der vorliegenden Satzung haben keinen Einfluss auf deren Auslegung oder Konstruktion.

17.2 Zusätzlich zu dieser Satzung wird die Gesellschaft ebenfalls von den Bestimmungen des Luxemburger Rechts geregelt.

Uebergangsbestimmungen

Das erste Wirtschaftsjahr soll mit dem Tage dieser Urkunde beginnen und am 31. Dezember 2013 enden.

Zeichnung - Einzahlung

Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft wurde wie folgt gezeichnet:

Unterzeichner	Gesellschaftsanteile	Zeichnungspreis (EUR)
Fattal Hotels Ltd (Israel)	100	20.000
Total	100	20.000

Alle diese Gesellschaftsanteile wurden vollständig eingezahlt, so dass die Summe von zwanzigtausend Euro (EUR 20.000,-), welche einem Gesellschaftskapital von zwanzigtausend Euro (EUR 20.000,-) entspricht, ab sofort der Gesellschaft zur Verfügung steht, was vor dem beurkundenden Notar nachgewiesen wurde.

Kostenschätzung

Die der Gesellschaft für diese Gründung entstandenen oder von ihr zu tragenden Kosten, Ausgaben, Entgelte und Gebühren jeglicher Art, belaufen sich auf ungefähr EUR 1.200,-.

Ausserordentliche Generalversammlung

Unmittelbar nach der Gesellschaftsgründung fasst die wie oben benannte Erschienene, welche das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital vertritt und die Befugnisse der Gesellschafterversammlung ausübt, durch ihren Vertreter folgende Beschlüsse:

1) Die folgende Person wird auf unbestimmte Dauer und mit sofortiger Wirkung als alleiniger Geschäftsführer der Gesellschaft benannt:

- Ole Marquardt, Rechtsanwalt, mit beruflicher Anschrift in 4, Rue Dicks, L-1417 Luxemburg.

2) Als Adresse des Gesellschaftssitzes wird 4, Rue Dicks, L-1417 Luxemburg, bestimmt.

Erklärung

Der unterzeichnende Notar, welcher die englische Sprache versteht und spricht, bestätigt, dass vorliegende Urkunde in Englisch gefasst ist, gefolgt von einer deutschen Übersetzung und dass im Falle von Unterschieden zwischen der englischen und der deutschen Fassung die englische Fassung maßgebend ist.

WORÜBER URKUNDE, erstellt wurde zu Luxemburg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den erschienenen Bevollmächtigten, hat letzterer mit Uns, dem unterzeichnenden Notar, die gegenwärtige Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: Marquardt, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 28 février 2013. Relation: RED/2013/314. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Kirsch.

AUSFERTIGUNG GEMÄSS GLEICHLAUTENDER URKUNDE, Ausgestellt auf Normalpapier zwecks Eintragung beim Gesellschaftsregister und Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, den 05. März 2013.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2013033706/536.

(130040982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2013.

CVIC II Lux Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 174.838.

Il résulte d'une convention de cession de parts sociales signée le 27 mars 2013 que CarVal Investors Luxembourg S.à r.l. a transféré 20.000 parts sociales de la société CVIC II Lux Holdings S.à r.l. à CVIC II Master Fund II LP. avec siège social sis au Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, New Castle, Delaware, DE 19801, États-Unis d'Amérique, immatriculée auprès du Delaware Secretary of State – Division of Corporations sous le numéro 5301427.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mars 2013.

Référence de publication: 2013041064/14.

(130050965) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2013.

AI Start (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 175.814.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the seventh of March.

Before the undersigned, Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

"AI Northern Star (Luxembourg) S.à r.l.", a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4 rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, whose registration with the Luxembourg Trade and Companies Register is pending,

here represented by Mrs Linda HARROCH, lawyer, with professional address in Howald, Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Luxembourg, on 6 March 2013.

Said proxy, initialled *ne varietur* by the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in his hereabove stated capacities, has required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which he declares organized and the articles of incorporation of which shall be as follows:

1. Corporate form and Name. This document constitutes the articles of incorporation (the "Articles") of "AI Start (Luxembourg) S.à r.l." (the "Company"), a private limited company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg including the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the "1915 Law").

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company (the "Registered Office") is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 The Registered Office may be transferred:

2.2.1 to any other place within the same municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by:

(a) the Sole Manager (as defined in Article 8.2) if the Company has at the time a Sole Manager; or

(b) the Board of Managers (as defined in Article 8.3) if the Company has at the time a Board of Managers; or

2.2.2 to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg (whether or not in the same municipality) by a resolution of the shareholders of the Company (a "Shareholders' Resolution") passed in accordance with these Articles - including Article 13.4 - and the laws from time to time of the Grand Duchy of Luxembourg including the 1915 Law ("Luxembourg Law").

2.3 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic, social or otherwise, which would prevent normal activity at the Registered Office, the Registered Office may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality and the Company will, notwithstanding this temporary transfer of the Registered Office, remain a Luxembourg

company. The decision as to the transfer abroad of the Registered Office will be made by the Sole Manager or the Board of Managers as appropriate.

2.4 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

3. Objects. The objects of the Company are:

3.1 to act as an investment holding company and to co-ordinate the business of any corporate bodies in which the Company is for the time being directly or indirectly interested, and to acquire (whether by original subscription, tender, purchase, exchange or otherwise) the whole of or any part of the stock, shares, debentures, debenture stocks, bonds and other securities issued or guaranteed by any person and any other asset of any kind and to hold the same as investments, and to sell, exchange and dispose of the same;

3.2 to hold any shares, debentures and other securities so acquired; to improve, manage, develop, sell, exchange, lease, mortgage, dispose of, grant options over, turn to account and otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

3.3 to carry on any trade or business whatsoever and to acquire, undertake and carry on the whole or any part of the business, property and/or liabilities of any person carrying on any business;

3.4 to invest and deal with the Company's money and funds in any way the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) think fit and to lend money and give credit in each case to any person with or without security;

3.5 to borrow, raise and secure the payment of money in any way the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) think fit, including by the issue (to the extent permitted by Luxembourg Law) of debentures and other securities or instruments, perpetual or otherwise, convertible or not, whether or not charged on all or any of the Company's property (present and future) or its uncalled capital, and to purchase, redeem, convert and pay off those securities;

3.6 to acquire an interest in, amalgamate, merge, consolidate with and enter into partnership or any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concession or otherwise with any person, including any employees of the Company;

3.7 to enter into any guarantee or contract of indemnity or suretyship, and to provide security, including the guarantee and provision of security for the performance of the obligations of and the payment of any money (including capital, principal, premiums, dividends, interest, commissions, charges, discount and any related costs or expenses whether on shares or other securities) by any person including any body corporate in which the Company has a direct or indirect interest or any person which is for the time being a member or otherwise has a direct or indirect interest in the Company or is associated with the Company in any business or venture, with or without the Company receiving any consideration or advantage (whether direct or indirect), and whether by personal covenant or mortgage, charge or lien over all or part of the Company's undertaking, property, assets or uncalled capital (present and future) or by other means; for the purposes of this Article 3.7 "guarantee" includes any obligation, however described, to pay, satisfy, provide funds for the payment or satisfaction of (including by advance of money, purchase of or subscription for shares or other securities and purchase of assets or services), indemnify and keep indemnified against the consequences of default in the payment of, or otherwise be responsible for, any indebtedness of any other person;

3.8 to do all or any of the things provided in any paragraph of this Article 3 (a) in any part of the world; (b) as principal, agent, contractor, trustee or otherwise; (c) by or through trustees, agents, sub-contractors or otherwise; and (d) alone or with another person or persons;

3.9 to do all things (including entering into, performing and delivering contracts, deeds, agreements and arrangements with or in favor of any person) that are in the opinion of the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) incidental or conducive to the attainment of all or any of the Company's objects, or the exercise of all or any of its powers;

PROVIDED ALWAYS that the Company will not enter into any transaction which would constitute a regulated activity of the financial sector or require a business license under Luxembourg Law without due authorisation under Luxembourg Law.

4. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

5. Share capital.

5.1 The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.00) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares of one euro (EUR 1.00) each having such rights and obligations as set out in these Articles. In these Articles, "Shareholders" means the holders at the relevant time of the Shares and "Shareholder" shall be construed accordingly.

5.2 The Company may establish a share premium account (the "Share Premium Account") into which any premium paid on any Share is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Account are to be taken by the Shareholder(s) subject to the 1915 Law and these Articles.

5.3 The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Shareholder(s) subject to the 1915 Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision need not allocate any amount contributed to the contributor.

5.4 All Shares have equal rights subject as otherwise provided in these Articles.

5.5 The Company may repurchase, redeem and/or cancel its Shares subject as provided in the 1915 Law.

6. Indivisibility of shares.

6.1 Each Share is indivisible.

6.2 A Share may be registered in the name of more than one person provided that all holders of a Share notify the Company in writing as to which of them is to be regarded as their representative; the Company will deal with that representative as if it were the sole Shareholder in respect of that Share including for the purposes of voting, dividend and other payment rights.

7. Transfer of shares.

7.1 During such time as the Company has only one Shareholder, the Shares will be freely transferable.

7.2 During such time as the Company has more than one Shareholder:

7.2.1 Shares may not be transferred other than by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares have agreed to the transfer in general meeting;

7.2.2 Shares may not be transmitted by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares held by the survivors have agreed to the transfer or in the circumstances envisaged by article 189 of the 1915 Law;

7.2.3 The transfer of Shares is subject to the provisions of articles 189 and 190 of the 1915 Law.

8. Management.

8.1 The Company will be managed by one or more managers ("Managers") who shall be appointed by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

8.2 If the Company has at the relevant time only one Manager, he is referred to in these Articles as a "Sole Manager".

8.3 If the Company has from time to time more than one Manager, they will constitute a board of managers or conseil de gerance (the "Board of Managers").

8.4 A Manager may be removed at any time for any legitimate reason by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

9. Powers of the managers. The Sole Manager, when the Company has only one Manager, and at all other times the Board of Managers, may take all or any action, which is necessary or useful to realise any of the objects of the Company, with the exception of those reserved by Luxembourg Law or these Articles to be decided upon by the Shareholders.

10. Representation. Subject as provided by Luxembourg Law and these Articles, the following are authorised to represent and/or bind the Company:

10.1 if the Company has a Sole Manager, the Sole Manager;

10.2 if the Company has more than one Manager, any two Managers;

10.3 any person to whom such power has been delegated in accordance with Article 11.

11. Agent of the managers. The Sole Manager or, if the Company has more than one Manager, any manager may delegate any of their powers for specific tasks to one or more ad hoc agents and will determine any such agent's powers and responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

12. Board meetings.

12.1 Meetings of the Board of Managers ("Board Meetings") may be convened by any Manager. The Board of Managers shall appoint a chairman.

12.2 The Board of Managers may validly debate and take decisions at a Board Meeting without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Managers have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Board Meeting, in person or by an authorized representative.

12.3 A Manager may appoint any other Manager (but not any other person) to act as his representative (a "Manager's Representative") at a Board Meeting to attend, deliberate, vote and perform all his functions on his behalf at that Board Meeting. A Manager can act as representative for more than one other Manager at a Board Meeting provided that (without prejudice to any quorum requirements) at least two Managers are physically present at a Board Meeting held in person or participate in person in a Board Meeting held under Article 12.5.

12.4 The Board of Managers can only validly debate and take decisions if a majority of the Managers are present or represented. Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority.

12.5 A Manager or his Manager's Representative may validly participate in a Board Meeting through the medium of conference telephone, video conference or similar form of communications equipment (initiated from Luxembourg) provided that all persons participating in the meeting are able to hear and speak to each other throughout the meeting. A person participating in this way is deemed to be present in person at the meeting and shall be counted in the quorum and entitled to vote. Subject to Luxembourg Law, all business transacted in this way by the Managers shall, for the purposes

of these Articles, be deemed to be validly and effectively transacted at a Board Meeting, notwithstanding that fewer than the number of directors (or their representatives) required to constitute a quorum are physically present in the same place.

12.6 A resolution in writing signed by all the Managers (or in relation to any Manager, his Manager's Representative) shall be as valid and effective if it had been passed at a Board Meeting duly convened and held and may consist of one or several documents in the like form each signed by or on behalf of one or more of the Managers concerned. For the avoidance of doubt, written resolution shall be avoided in case the Company has to decide any important or strategic decisions.

12.7 The minutes of a Board Meeting shall be signed by and extracts of the minutes of a Board Meeting may be certified by any Manager present at the Meeting.

13. Shareholders' resolutions.

13.1 Each Shareholder shall have one vote for every Share of which he is the holder.

13.2 Subject as provided in Articles 13.3, 13.4 and 13.5, Shareholders' Resolutions are only valid if they are passed by Shareholders holding more than half of the Shares, provided that if that figure is not reached at the first meeting or first written consultations, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter and the resolution may be passed by a majority of the votes cast, irrespective of the number of Shares represented.

13.3 Shareholders may not change the nationality of the Company or oblige any of the Shareholders to increase their participation in the Company otherwise than by unanimous vote of the Shareholders.

13.4 Subject as provided in Article 13.3, any resolution to change these Articles (including a change to the Registered Office), subject to any provision of the contrary, needs to be passed by a majority in number of the Shareholders representing three quarters of the Shares.

13.5 A resolution to determine the method of liquidating the Company and/or to appoint the liquidators needs to be passed by at least half of the Shareholders representing three quarters of the Shares.

13.6 A meeting of shareholders may validly debate and take decisions without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Shareholders have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Shareholders' Meeting, in person or by an authorised representative.

13.7 A Shareholder may be represented at a Shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxy or attorney who need not be a Shareholder.

13.8 If at the time the Company has no more than twenty-five Shareholders, Shareholders' Resolutions may be passed by written vote of Shareholders rather than at a meeting of Shareholders provided that each Shareholder receives the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and gives his vote in writing.

14. Business year.

14.1 The Company's financial year starts on 1st January each year and ends on the 31st of December the same year.

15. Distributions on shares.

15.1 From the net profits of the Company determined in accordance with Luxembourg Law, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

15.2 Subject to the provisions of Luxembourg Law and the Articles, the Company may by resolution of the Shareholders declare dividends in accordance with the respective rights of the Shareholders.

15.3 The Sole Manager or the Board of Managers as appropriate may decide to pay interim dividends to the Shareholder (s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the 1915 Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned may be recovered from the relevant Shareholder(s).

16. Dissolution and Liquidation. The liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders' meeting in accordance with Luxembourg Law and Article 13. If at the time the Company has only one Shareholder, that Shareholder may, at its option, resolve to liquidate the Company by assuming personally all the assets and liabilities, known or unknown, of the Company.

17. Interpretation and Luxembourg law.

17.1 In these Articles:

17.1.1 a reference to:

(a) one gender shall include each gender;

(b) (unless the context otherwise requires) the singular shall include the plural and vice versa;

(c) a "person" includes a reference to any individual, firm, company, corporation or other body corporate, government, state or agency of a state or any joint venture, association or partnership, works council or employee representative body (whether or not having a separate legal personality);

(d) a statutory provision or statute includes all modifications thereto and all re-enactments (with or without modifications) thereof.

17.1.2 the headings to these Articles do not affect their interpretation or construction.

17.2 In addition to these Articles, the Company is also governed by all applicable provisions of Luxembourg Law.

Subscription and Payment

The twelve thousand five hundred (12,500) shares have been subscribed by "Al Northern Star (Luxembourg) S.à r.l.", prenamed.

All the shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.00), is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Transitional dispositions

The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on December 31, 2013.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand five hundred euro.

Resolutions of the sole partner

The above named person, representing the entire subscribed capital and considering himself as fully convened, has immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting and has passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be at 2-4, rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The following persons are appointed managers of the Company for an indefinite period:

- Mr. Michael J. RISTAINO, company vice president, born on October 8, 1961 in Massachusetts, United States of America; residing at 75, State Street, 29th Floor, Boston, MA 02109, United States of America;

- Mrs. Myriam DELTENRE, accountant, born on February 16, 1963 in Arlon, Belgium, residing at 48, Le Pas de Loup, B-6791 Guerlange, Belgium;

- Mr. Fergal O'HANNRACHAIN, accountant, born on 27 November 1964 in Dublin, residing at 7 rue Tubis, L-2629 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

- Mrs. Linda HARROCH, lawyer, born on May 10, 1973 in Casablanca, Marocco, residing at 2, rue de Peternelchen, L-2370 Howald, Luxembourg.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le sept mars.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU

«Al Northern Star (Luxembourg) S.à r.l.», une société à responsabilité limitée constituée et régie selon les lois luxembourgeoises ayant son siège social au 2-4 rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, dont l'immatriculation auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg est en cours,

ici représentée par Madame Linda HARROCH, avocat, demeurant à Howald, Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg le 6 mars 2013.

La procuration, signée ne varietur par la mandataire du comparant et par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

1. Forme et Nom. Ce document constitue les statuts (les "Statuts") de "Al Start (Luxembourg) S.à r.l." (la "Société"), une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg notamment la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi de 1915").

2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société (le "Siège Social") est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2.2 Le Siège Social peut être transféré:

2.2.1 en tout autre endroit au sein de la même commune du Grand-Duché de Luxembourg par:

(a) L'associé Unique (tel que défini à l'Article 8.2) si la Société est administrée par un Associé Unique; ou

(b) Le Conseil de Gérance (tel que défini à l'Article 8.3) si la Société administrée par un Conseil de Gérance; ou

2.2.2 en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg (au sein de la même commune ou non) par résolution des associés de la Société (une "Résolution des Associés") prise en conformité avec ces Statuts - notamment l'article 13.4 - et les lois en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg notamment la Loi de 1915 (la "Loi Luxembourgeoise").

2.3 Au cas où des événements d'ordre militaire, politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au Siège Social de la Société se seraient produits ou seraient imminents, le Siège Social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire de siège social, restera de nationalité luxembourgeoise. La décision de transférer le Siège Social à l'étranger sera prise par l'Associé Unique ou le Conseil de gérance, le cas échéant.

2.4 La Société peut ouvrir des bureaux ou des succursales au sein du Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger.

3. Objet. L'objet de la Société est:

3.1 d'agir en tant que société holding d'investissement et de coordonner l'activité de toutes entités dans lesquelles la Société a un intérêt direct ou indirect, et d'acquérir (soit par souscription originale, offre publique, achat, échange ou autre) la totalité ou une partie du capital, des actions, des obligations, des bons ou autres titres émis ou garantis par toute personne et tout autre actif et de les détenir en tant qu'investissements, de les vendre, de les échanger et d'en disposer;

3.2 de détenir toutes actions, obligations et autres titres ainsi acquis; d'améliorer, gérer, développer, vendre, échanger, louer, hypothéquer, disposer de, octroyer des options sur, ou négocier la totalité ou une partie des biens et droits de la Société;

3.3 de réaliser tout commerce ou affaires de toutes sortes et d'acquérir, entreprendre ou poursuivre tout ou une partie des affaires, des biens et/ou passifs de toute personne réalisant des affaires;

3.4 d'investir et de négocier de l'argent et les fonds de la Société de quelque manière que le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (tel qu'approprié) estime adéquate et de prêter de l'argent et d'octroyer crédit à toute personne avec ou sans garantie;

3.5 d'emprunter, lever ou garantir le paiement de sommes d'argent de quelque manière que l'Administrateur Unique ou le Conseil de Gérance estime adéquate, incluant l'émission (dans le cadre permis par la Loi Luxembourgeoise) d'obligations et autres titres ou instruments financiers, perpétuels ou autre, convertibles ou non, à payer ou non sur la totalité ou une partie des biens de la Société (présents et futurs) ou sur son capital non encore libéré, et d'acheter, racheter, convertir et rembourser ces titres;

3.6 d'acquérir tout intérêt dans, fusionner avec, ou entrer dans tout partenariat ou accord relatif au partage de profits, l'union d'intérêts, la coopération, la participation en société, la concession mutuelle ou autre, avec toute personne, incluant tout employé de la Société;

3.7 de conclure toute garantie ou tout engagement d'indemniser, et de fournir toute sûreté incluant les garanties et octroi de sûretés pour la réalisation d'obligations et le paiement de toute somme d'argent (incluant le capital, le principal, les primes, dividendes, intérêts, commissions, charges, escomptes ou tous coûts relatifs ou dépenses sur actions ou autre titres) par toute personne incluant toute entité sociale dans laquelle la Société a un intérêt direct ou indirect ou toute personne étant membre ou ayant un intérêt direct ou indirect dans la Société ou étant associée avec la Société dans toute activité ou entreprise, que la Société en reçoive ou non une contrepartie ou un avantage (direct ou indirect), soit par engagement personnel ou hypothèque, sûreté ou privilège sur tout ou une partie du fonds de commerce, des biens, des actifs ou du capital non encore libéré de la Société (présent et futur) ou par tout autre moyen; pour les besoins du présent Article 3.9 "garantie" inclut toute obligation, quel qu'en soit le libellé, de payer, satisfaire, fournir des fonds pour le paiement ou la satisfaction de (incluant l'avance d'argent, l'achat ou la souscription d'actions ou autres titres et l'achat d'actifs ou de services), d'indemniser et maintenir indemnisé contre les conséquences d'un défaut de paiement, ou d'être responsable, de toute autre manière, des dettes de toute autre personne;

3.8 de faire toute chose prévue aux paragraphes du présent Article 3 (a) dans toute partie du monde; (b) en tant que commettant, agent, le contractant, fiduciaire ou autre; (c) par l'intermédiaire de fiduciaires, agents, sous-contractants ou autres; (d) seul ou avec d'autre(s) personne(s);

3.9 de faire toutes choses (incluant conclure, réaliser ou délivrer des contrats, actes, accords et arrangements avec ou en faveur de toute personne) que le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (tel qu'approprié) considère comme incitant ou propice à l'accomplissement de tout ou partie de l'objet social de la Société, ou l'exercice de tout ou partie des pouvoirs de celle-ci;

SOUS RESERVE que la Société n'entrera jamais dans aucune opération qui constituerait une activité réglementée du secteur financier ou qui exigerait une licence professionnelle conformément à la Loi Luxembourgeoise, sans l'autorisation requise par celle-ci.

4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

5. Capital social.

5.1 Le capital social de la Société est de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,00), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales, d'une valeur d'un euro (EUR 1,00) chacune (les "Parts Sociales"); ayant les droits et obligations tel que prévus par les Statuts. Dans les présents Statuts, "Associés" signifie les détenteurs au moment opportun de Parts Sociales et "Associé" devra être interprété conformément.

5.2 La Société peut établir un compte de prime d'émission (le "Compte de Prime d'Emission") sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Les décisions visant à utiliser le Compte de Prime d'Emission doivent être prises par les Associé(s) conformément à la Loi de 1915 et aux présents Statuts.

5.3 La Société peut, sans restriction, accepter de Vequity ou d'autres contributions sans émettre de Parts Sociales ou d'autres titres en contrepartie de celles-ci et peut inscrire ces contributions sur un ou plusieurs comptes. Les décisions relatives à l'utilisation de l'un de ces comptes doivent être prises par les Associé(s) conformément à la Loi de 1915 et aux présents Statuts. Pour éviter tout doute une telle décision ne doit allouer aucune des contributions au contributeur.

5.4 Toutes les Parts Sociales ont des droits égaux.

5.5 La Société peut racheter, rembourser et/ou annuler ses Parts Sociales conformément à la Loi de 1915.

6. Indivisibilité des parts sociales.

6.1 Chaque Part Sociale est indivisible.

6.2 Une Part Sociale peut être enregistrée au nom de plusieurs personnes sous réserve que tous les détenteurs d'une Part Sociale notifient par écrit à la Société lequel d'entre eux devra être considéré comme leur représentant; la Société s'adressera à ce représentant comme s'il était l'unique associé au regard de cette Part Sociale notamment eu égard à l'exercice du droit de vote, aux dividendes ainsi qu'à tous autres droits à paiement.

7. Transfert des parts.

7.1 Dans l'hypothèse où la Société ne comprend qu'un seul Associé, les Parts Sociales seront librement transmissibles.

7.2 Dans l'hypothèse où la Société comprend plusieurs Associés:

7.2.1 Les Parts Sociales ne sont pas transmissibles autrement qu'à cause de mort à d'autres personnes que les Associés à moins que les Associés détenant au moins les trois quarts des Parts Sociales aient accepté le transfert en assemblée générale;

7.2.2 Les Parts Sociales ne peuvent être transmises à cause de mort à d'autres personnes que les Associés à moins que les Associés détenant au moins les trois quarts des Parts Sociales détenues par les ayants droit aient accepté le transfert ou dans les circonstances prévues par l'article 189 de la Loi de 1915;

7.2.3 Le transfert de Parts Sociales est soumis aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi de 1915.

8. Gérance.

8.1 La Société est administrée par un ou plusieurs gérants ("Gérants") nommés par une Résolution des Associés prise en conformité avec la Loi Luxembourgeoise et les présents Statuts.

8.2 Dans le cas où la Société est administrée par un seul gérant, il est défini ci-après comme le "Gérant Unique".

8.3 En cas de pluralité de gérants, ils constitueront un conseil de gérance (le "Conseil de Gérance").

8.4 Un gérant pourra être révoqué à tout moment, pour toute cause légitime, par Résolution des Associés prise en conformité avec la Loi Luxembourgeoise et les présents Statuts.

9. Pouvoirs des gérants. Le Gérant Unique, lorsque la Société n'a qu'un seul gérant, ou dans tous les autres cas, le Conseil de Gérance, peut prendre toutes les actions nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société, à l'exception de celles requérant une décision des Associés conformément à la Loi Luxembourgeoise ou aux présents Statuts.

10. Représentation de la société. Sous réserve des dispositions prévues par la Loi Luxembourgeoise et les présents Statuts, les personnes suivantes son autorisées à représenter et/ou engager la Société:

10.1 Dans le cas où la Société n'a qu'un Gérant Unique, le Gérant Unique;

10.2 En cas de pluralité de gérants, deux des Gérants;

10.3 Toute personne à qui le pouvoir aura été délégué en conformité avec l'Article 11.

11. Agent des gérants. Le Gérant Unique, ou en cas de pluralité de Gérants, tout gérant, peut déléguer ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires ad hoc pour des tâches déterminées et détermine les pouvoirs, responsabilités et la rémunération (le cas échéant) de tout mandataire, la durée de représentation de la Société ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

12. Réunion du conseil de gérance.

12.1 Les réunions du Conseil de Gérance (les "Réunions du Conseil de Gérance") sont convoquées par tout Gérant. Le Conseil de Gérance nommera un président.

12.2 Le Conseil de Gérance peut valablement débattre et prendre des décisions lors d'une Réunion du Conseil de Gérance sans convocation préalable si tous les gérants ont renoncé aux formalités de convocation, soit par écrit ou lors de la dite Réunion du Conseil de Gérance en personne ou par un représentant autorisé.

12.3 Tout Gérant est autorisé à se faire représenter lors d'une Réunion du Conseil de Gérance par un autre Gérant (à l'exclusion de toute autre personne), pour assister, délibérer, voter et exécuter ses fonctions en son nom lors de cette Réunion du Conseil de Gérance. Un Gérant peut agir en tant que représentant de plusieurs autres Gérants lors d'une Réunion du Conseil de Gérance sous réserve que (et tant que les conditions de quorum sont satisfaites) au moins deux Gérants soient physiquement présents à la Réunion du Conseil de Gérance tenue en personne ou participent à la Réunion du Conseil de Gérance tenue conformément à l'Article 12.5.

12.4 Le Conseil de Gérance ne peut valablement débattre et prendre des décisions que si une majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions du Conseil de Gérance seront adoptées à une majorité simple.

12.5 Tout Gérant ou son représentant peut valablement participer à une Réunion du Conseil de Gérance par conférence téléphonique, vidéo conférence ou tout autre moyen de communication similaire (initiée depuis le Luxembourg) sous réserve que chaque participant est en mesure d'entendre et d'être entendu par tous les autres participants tout au long de la réunion. Ledit participant sera réputé présent à la réunion, sera comptabilisé dans le quorum et habilité à prendre part au vote. Conformément à la Loi Luxembourgeoise, toute affaire conclue de telle manière par les Gérants sera, pour les besoins de ces Statuts, réputée valablement et effectivement conclue par le Conseil de Gérance, nonobstant le fait que le nombre de Gérants (ou leur représentant) physiquement présents au même endroit est inférieur au nombre requis.

12.6 Une résolution écrite, signée par tous les Gérants (ou pour tout Gérant, son représentant), est valide et effective comme si elle avait été adoptée lors d'une Réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue et peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents ayant le même contenu, signés par ou au nom d'un ou plusieurs des Gérants. Les résolutions écrites devront être évitées en cas de prise de décisions importantes et stratégiques.

12.7 Les procès-verbaux des Réunions du Conseil de Gérance sont signés et les extraits de ces procès-verbaux certifiés par tous les Gérants présents aux réunions.

13. Résolutions des associés.

13.1 Tout Associé dispose d'un vote pour chaque action qu'il détient.

13.2 Comme prévu aux Articles 13.3, 13.4 et 13.5, les Résolutions des Associés sont valablement prises seulement si les Associés détenant plus de la moitié du capital social les adoptent, toutefois si le quorum n'est pas atteint lors de la première réunion ou première consultation écrite, les Associés peuvent être convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée avec accusé de réception et la résolution pourra être prise à la majorité des votes enregistrés, sans tenir compte du nombre de Parts Sociales représentées.

13.3 Le changement de nationalité de la Société ainsi que l'accroissement des participations des Associés dans la Société requièrent l'unanimité.

13.4 Tel qu'il est prévu à l'Article 13.3, toute résolution modifiant les Statuts (y compris un changement de Siège Social) ne peut être adoptée que par une majorité en nombre des Associés détenant au moins les trois quarts des Parts Sociales.

13.5 Une résolution visant à déterminer la méthode de liquidation de la Société et/ou à nommer les liquidateurs ne peut être adoptée que par une majorité en nombre des Associés détenant au moins les trois quarts des Parts Sociales.

13.6 Une assemblée des Associés peut valablement débattre et prendre des décisions sans convocation préalable si tous les Associés ont renoncé aux formalités de convocation, soit par écrit ou lors de la dite assemblée en personne ou par représentant autorisé.

13.7 Un Associé pourra être représenté à une assemblée des Associés en nommant par écrit (par fax ou par e-mail ou par tout autre moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être nécessairement un Associé.

13.8 S'il y a moins de vingt-cinq Associés, les Résolutions des Associés pourront être prises par écrit et non en assemblée, sous réserve que chaque Associé reçoive le texte exact des résolutions et des décisions à adopter et donne son vote part écrit.

14. Exercice social.

14.1 L'année sociale de la Société commence le 1^{er} janvier chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

15. Distribution des parts.

15.1 Du bénéfice net, déterminé en conformité avec la Loi Luxembourgeoise, cinq pour cent seront prélevés et alloués à la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de celle-ci aura atteint dix pour cent du capital nominal de la Société.

15.2 Dans le respect de la Loi luxembourgeoise et des présents Statuts, la Société peut distribuer des dividendes conformément aux droits respectifs des Associés.

15.3 Le Gérant unique ou le Conseil de Gérance, le cas échéant, peut décider de payer des dividendes intérimaires au (x) associé(s) avant la fin de l'exercice social sur la base d'une situation de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi ou selon les présents Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés seront remboursées par l'associé(s).

16. Dissolution et Liquidation. La dissolution de la Société sera décidée par l'assemblée des Associés en conformité avec la Loi Luxembourgeoise et l'Article 13. Si à tout moment il n'y a qu'un seul Associé, celui-ci peut à sa propre discrétion, décider de liquider la Société en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et dettes, connus ou inconnus, de la Société.

17. Interprétation et Loi luxembourgeoise.

17.1 Dans les présents Statuts:

17.1.1 Une référence à:

- (a) un genre inclut tous les genres;
- (b) (à moins que le contexte ne requiert autrement) l'utilisation du singulier inclut le pluriel et inversement;
- (c) une "personne" inclut la référence à tout particulier, entreprise, corporation et autre entité sociétaire, gouvernement, état ou organisme d'état ou toute société commune, association ou partenariat, ou tout corps syndical (qu'il ait ou non une personnalité juridique propre);
- (d) une disposition légale ou loi inclut toutes modifications et toutes refontes de celle-ci (avec ou sans modification).

17.1.2 Les titres contenus dans les présents Statuts n'affectent pas leur interprétation.

17.2 En sus des présents Statuts, la Société est aussi soumise à toutes dispositions applicables de la Loi Luxembourgeoise.

Souscription et Libération

«Al Northern Star (Luxembourg) S.à r.l.», prénommée, a souscrit l'ensemble des douze mille cinq cents (12.500) parts sociales.

Toutes les parts souscrites ont été entièrement payées en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,00) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le 31 décembre 2013.

Frais

Le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombe à la Société ou qui est mis à charge à raison de sa constitution est évalué environ à mille cinq cents euros.

Résolutions de l'associé unique

Et aussitôt l'associé, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqué, a tenu une assemblée générale extraordinaire et a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi au 2-4 rue Beck, L-1222 Luxembourg.
2. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:
 - Monsieur Michael J. RISTAINO, vice-président de société, né le 8 octobre 1961 à Massachusetts, Etats-Unis d'Amérique, demeurant au 75 State Street, 29th Floor, Boston, MA 02109, Etats-Unis d'Amérique;
 - Madame Myriam DELTENRE, comptable, née le 16 février 1963 à Arlon, Belgique, demeurant au 48, Le Pas de Loup, B-6791 Guerlange, Belgique;
 - Monsieur Fergal O'HANNRACHAIN, comptable, né le 27 novembre 1964 à Dublin, demeurant au 7 rue Tubis, L-2629 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et
 - Madame Linda HARROCH, avocat, née le 10 mai 1973 à Casablanca, Maroc, résidant au 2, rue Peternelchen, L-2370 Howald-Luxembourg.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: L. HARROCH, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 11 mars 2013. Relation: EAC/2013/3288. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2013034504/485.

(130042708) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2013.

AEDV, Association Européenne de Dermatologie Vétérinaire, Association sans but lucratif.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg F 9.467.

—
STATUTS

Membres fondateurs:

- Dr. Luc BECO, Docteur en médecine vétérinaire, Belge, demeurant au Avenue Professeur Henrijean, 15, 4900Spa, Belgique.

- Dr. Claudia Susanne Nett-Mettler, Docteur en médecine vétérinaire, demeurant au Weltstrasse 15, 8702 Zollikon, Suisse.

- Dr. Susan Paterson, Docteur en médecine vétérinaire, demeurant au 35 Delahays Drive, Hale, Altrincham, Cheshire, WA15 8DR, Royaume-Uni.

Luc BECO / Claudia NETT METTLER / Susan PATERSON.

Le 12 mars 2013, les soussignées créent par la présente une association sans but lucratif, régie par les dispositions de la loi du 21 avril 1928 telle qu'elle a été modifiée et les présents statuts, comme suivre:

ASSOCIATION EUROPÉENNE DE DERMATOLOGIE VÉTÉRINAIRE

ASSOCIATION SANS BUT LUCRATIF

Art. 1^{er}. Raison sociale et Durée. Il est constitué par la présente une association sans but lucratif entre les membres souscrivant ou adhérent aux présents statuts. L'Association est créée pour une durée indéterminée. Elle aura pour dénomination:

«ASSOCIATION EUROPÉENNE DE DERMATOLOGIE VÉTÉRINAIRE»

Association Sans But Lucratif.

«EUROPEAN SOCIETY OF VETERINARY DERMATOLOGY»

A Non-Profit Making Organization.

Cette dénomination pourra être abrégée en «AEDV» ou «ESVD».

L'Association est constituée sous et sera régie par la loi luxembourgeoise du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif.

Art. 2. Objet social. L'Association a pour objet:

1. la réalisation d'avancées scientifiques dans les domaines de la dermatologie vétérinaire et de la dermatologie comparée;

2. la coordination de la recherche en dermatologie vétérinaire;

3. la mise à disposition d'une organisation exclusive aux intervenants dévoués à la cause, qui consacrent une part significative de leur activité professionnelle à la recherche, à l'enseignement ou à la pratique de la dermatologie vétérinaire;

4. la promotion de l'enseignement de la dermatologie par:

a. le soutien de formations adéquates en dermatologie au sein des écoles vétérinaires;

b. l'offre aux vétérinaires diplômés d'opportunités, par le biais de réunions, de séminaires et de cours, d'approfondir leurs connaissances en dermatologie;

5. l'encouragement et la promotion de méthodes améliorées de diagnostic, de traitement et de prévention des maladies cutanées chez les animaux;

6. l'organisation de l'échange d'informations en dermatologie comparée par l'adhésion à des organisations spécialisées en dermatologie chez l'homme; et

7. la publication du Rapport annuel de la Société européenne de dermatologie vétérinaire, qui sera la publication officielle de l'Association.

Art. 3. Siège social. Le siège de l'Association est établi à Luxembourg-ville, au 34A, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre endroit à Luxembourg-Ville par résolution du Conseil d'administration.

Art. 4. Adhésion. L'Association sera composée des membres suivants:

1. Les membres fondateurs: énoncés de manière exhaustive à l'article 5.
2. L'adhésion à l'Association sera ouverte à tous les vétérinaires s'intéressant à la dermatologie vétérinaire:
 - a. dont la demande d'adhésion sera introduite conformément aux conditions de forme exigées par les Membres fondateurs;
 - b. dont l'admission sera approuvée par l'Assemblée générale;
 - c. qui signeront les registres de l'Association ou consentiront par écrit à devenir Membres.
3. L'Assemblée générale pourra créer et établir plusieurs catégories de membres avec des droits et obligations différents consignés dans les registres de l'Association. En principe, tous les membres non-fondateurs seront des membres associés.
4. Seront qualifiés de membres associés les membres
 - a. ayant introduit une demande d'adhésion à l'Association selon les conditions de forme exigées par les Membres fondateurs;
 - b. ayant été approuvés par l'Assemblée générale;
 - c. et ayant signé les registres de l'Association ou consenti par écrit à devenir Membres.

L'Assemblée générale pourra accorder le titre de Membre Honoraire à une personne externe dont la candidature aura été présentée par le Conseil d'administration.

Les membres honoraires pourront ou non être vétérinaires. Ils seront désignés par le Conseil d'administration en reconnaissance de leur contribution significative à la dermatologie vétérinaire et/ou des services rendus à l'AEDV.

5. Les droits attachés à une catégorie de membres ne pourront être modifiés que dans les conditions suivantes:
 - a. Une demande de modification devra être adressée à l'Assemblée générale par les trois-quarts des membres appartenant à une même catégorie, sous la forme d'un projet de modification approuvé par le Conseil.
 - b. Une résolution spéciale devra être adoptée lors d'une assemblée générale distincte réunissant les membres de la catégorie concernée, qui accepte la modification et en soumettra le projet pour approbation au Conseil.

Art. 5. Les membres fondateurs. L'Association comptera au moins trois membres fondateurs:

Sont nommés membres fondateurs:

1. Dr. Luc BECO

Docteur en médecine vétérinaire

Belge

Avenue Professeur Henrijean, 15

4900Spa

Belgique

2. Dr. Claudia Susanne Nett-Mettler

Docteur en médecine vétérinaire

Weltstrasse 15

8702 Zollikon

Suisse

3. Dr. Susan Paterson

Docteur en médecine vétérinaire

35 Delahays Drive

Hale,

Altrincham

Cheshire

WA15 8DR

Royaume-Uni

Art. 6. Admission au sein de l'Association. La demande d'admission de toute personne désireuse de promouvoir l'objet social de l'Association défini à l'article 5 devra être présentée comme suit:

La demande d'admission devra être présentée par écrit au Conseil qui pourra, à son entière discrétion, la soumettre pour approbation à l'Assemblée générale.

La demande d'admission devra contenir les informations suivantes:

- Le nom, la profession de l'intéressé et le lieu d'exercice de ladite profession, où que ce soit dans le monde.
- L'intéressé devra indiquer avoir pris connaissance des Statuts, les accepter et consentir à ce que lesdits Statuts lui soient opposables.
- L'intéressé devra accepter de s'acquitter de la cotisation qui lui est applicable.

L'adhésion à l'Association est personnelle et incessible.

Art. 7. Perte de la qualité de membre. La qualité de membre de l'Association sera perdue d'office dans les cas suivants:

1. démission du membre de l'Association par courrier adressé au Conseil;
2. décès du membre. Après communication du décès à l'Association, la perte du statut de membre prendra effet à la date du décès;
3. arriéré de deux mois dans le paiement de la cotisation due (le cas échéant) par le membre, sauf décision contraire du Conseil;
4. exclusion du membre par décision de l'Assemblée générale des membres au motif que, de son avis raisonnable, le maintien de son adhésion porterait atteinte à l'Association. Avant de se prononcer, l'Assemblée convoquera le membre afin de l'entendre. Le membre pourra faire appel de la décision dans un délai de quinze jours suivant la tenue de l'assemblée. Dans ce cas, la décision définitive sera adoptée par une Commission d'Appel constituée et désignée par la même Assemblée que celle s'étant prononcée en faveur de l'expulsion du membre;
5. Soumission de l'appel au Conseil afin que cette question soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée générale annuelle.

Art. 9. Avantages en faveur des membres. Aucun des revenus patrimoniaux de l'Association ne pourra être versé ou transféré directement ou indirectement par voie de dividende, de prime ou de toute autre manière au profit d'un quelconque membre.

Art. 8. Cotisation. Les membres du Conseil d'administration seront exonérés du paiement de la cotisation, et ce pendant toute la durée de leur mandat, ainsi que les membres honoraires.

Les membres associés seront redevables d'une cotisation annuelle. Cette cotisation ne pourra excéder la somme de 100 euros, sera soumise à indexation et sera fixée annuellement par l'Assemblée générale annuelle sur proposition du Conseil. La cotisation annuelle de la première année sera due dès l'admission.

Le Conseil d'administration pourra décider de la révision de la cotisation annuelle, laquelle décision devra être soumise pour approbation à l'Assemblée générale annuelle.

Art. 9. Organes sociaux de l'Association. Les organes sociaux de l'Association seront:

1. Le Conseil d'administration.
2. L'Assemblée générale des membres.

Art. 10. Le Conseil d'administration. Le Conseil d'administration gère les affaires de l'Association de manière à promouvoir son objet social.

Les membres du Conseil d'administration seront désignés par l'Assemblée générale des membres pour une durée renouvelable de trois ans.

Le Conseil d'administration sera composé d'au moins trois administrateurs, qui seront soit les membres fondateurs, soit tout administrateur désigné par l'Assemblée générale des membres. Le Conseil d'administration désignera en son sein un Président, un Secrétaire et un Trésorier.

Le Président sera élu (à la majorité simple des voix) par le Conseil en son sein et assurera ses fonctions pendant la durée fixée par le Conseil. Il pourra à tout moment démissionner de ses fonctions et pourra être révoqué par une décision du Conseil adoptée à la majorité des deux-tiers.

Le Président présidera toutes les réunions du Conseil et toutes les Assemblées générales auxquelles il sera présent, à moins de s'y refuser ou d'être dans l'incapacité de le faire.

En son absence ou s'il ne souhaite pas assurer la présidence ou se trouve dans l'incapacité de le faire, le Conseil pourra désigner un autre administrateur pour présider la réunion du Conseil.

Le Secrétaire et le Trésorier seront élus (à la majorité simple des voix) par le Conseil en son sein. Ils pourront à tout moment démissionner de leurs fonctions et être révoqués par le Conseil.

En leur absence ou s'ils ne souhaitent pas ou se trouvent dans l'incapacité d'assumer leurs fonctions, le Président du Conseil pourra désigner un membre du Conseil en leur lieu et place pendant une période donnée.

Le Conseil d'administration devra agir dans les limites et dans l'intérêt de l'objet social de l'Association.

Le Conseil d'administration désignera ou révoquera tous les agents et salariés et, selon le cas, fixera les termes de leurs contrats, leur rémunération et règlera toute autre question annexe.

Le Conseil d'administration pourra déléguer la gestion courante de l'Association à un ou plusieurs de ses membres ou à un intervenant externe, sous réserve que cette délégation soit faite par une décision collégiale du Conseil.

Le Conseil d'administration se réunira au moins une fois par an sur convocation du Président ou à la demande d'un tiers des Administrateurs. Si tous les membres du Conseil d'administration sont présents à une réunion et se considèrent comme dûment convoqués et informés de l'ordre du jour, la réunion pourra se tenir sans convocation préalable.

Le Conseil d'administration ne pourra délibérer valablement que si un tiers de ses membres est présent ou représenté par un administrateur de l'Association muni d'une procuration. Toute réunion du Conseil valablement constituée pourra délibérer à la majorité simple des voix. En cas de partage des voix, la voix du Président sera prépondérante.

Les questions abordées et les décisions adoptées lors d'une réunion du Conseil d'administration seront consignées dans un procès-verbal signé par le Président et le Secrétaire.

Le Conseil d'administration pourra adopter des décisions par voie de Résolutions circulaires sans qu'il soit besoin de se réunir, sous réserve que les décisions écrites soient signées par tous les membres du Conseil d'administration et que le contexte et des explications exhaustives afférents à la question figurent dans la Résolution circulaire.

A l'égard des tiers, l'Association se trouvera engagée par la signature de deux administrateurs qui la représenteront dans les limites de son objet social et sous réserve que tous les membres du Conseil d'administration aient été avisés de la question concernée et qu'une décision collégiale ait été adoptée le cas échéant.

Les Administrateurs ne percevront aucun émoulement pour l'exécution de leur mandat.

Les dépenses engagées par les Administrateurs dans le cadre de l'exercice de leur mandat leur seront remboursées par l'Association.

Les membres du Conseil d'Administration ne seront tenus par aucune obligation personnelle et ne seront pas personnellement responsables des obligations et engagements de l'Association. En tout état de cause, les Administrateurs exerceront leur mandat dans les limites de l'objet social de l'Association, leur responsabilité n'étant engagée qu'en cas de dépassement de ces limites.

Le Conseil pourra autoriser des personnes physiques à assister au Conseil d'administration en qualité d'Observateurs, aux conditions arrêtées par ledit Conseil. Elles ne disposeront pas du droit de vote mais pourront prendre part aux discussions avec le consentement préalable du Président.

Le Conseil pourra exclure les Observateurs de toute partie d'une réunion du Conseil dès lors qu'il jugerait que les questions abordées sont de nature privée.

Art. 11. L'Assemblée générale des membres. L'Assemblée générale des membres constitue l'autorité suprême de l'Association.

L'Assemblée générale des membres est investie des pouvoirs les plus étendus, à savoir le pouvoir de modifier les Statuts de l'Association, de désigner et de révoquer les membres du Conseil d'administration, d'approuver le budget et les comptes annuels, de dissoudre l'Association (sous les conditions de quorum stipulées ci-après), d'exclure des membres et, de manière générale, d'adopter des décisions et des mesures dépassant l'autorité du Conseil d'administration.

L'Assemblée générale des membres se réunira au moins une fois par an sur convocation du Conseil d'administration. Le Conseil d'administration pourra convoquer d'autres assemblées à chaque fois que l'intérêt de l'Association le justifie. Une Assemblée générale des membres devra être convoquée à tout moment par le Conseil d'administration si un tiers des membres de l'Association en fait la demande.

L'avis de convocation à l'assemblée, y compris l'ordre du jour, devra être remis aux membres au moins 15 jours avant la date de tenue de l'assemblée. L'avis de convocation pourra être communiqué par correspondance ou par voie électronique sous forme d'un courriel adressé collectivement par le secrétariat au nom du Président à l'ensemble des membres de l'Association à l'adresse électronique renseignée par chaque membre lors de son inscription ou, en cas de changement, à l'adresse dûment notifiée à l'Association.

Le Président du Conseil d'administration présidera l'Assemblée générale. Toutes les assemblées se tiendront au siège social de l'Association ou en tout autre lieu, à la date et à l'heure indiquées dans l'avis de convocation.

Tous les membres, y compris les Membres fondateurs, disposeront d'un droit de vote à l'Assemblée générale, sous réserve qu'à la date de l'assemblée, les membres se soient acquittés de la cotisation due à l'Association. Des tiers pourront assister à l'Assemblée générale sur invitation du Conseil d'administration, sans pour autant disposer d'un droit de vote.

Si conformément à l'article 4 d'autres catégories de membres sont créées, les droits de vote dont ils pourront se prévaloir seront ceux fixés dans la décision à l'origine de la création de la catégorie respective.

Une Assemblée générale des membres ne sera valablement constituée que si trente Membres actuels ou un tiers des membres de l'Association sont présents ou représentés par une procuration donnée à un autre membre de l'Association ou à un Administrateur.

Si tous les membres de l'Association sont présents à une réunion et se considèrent comme ayant été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour, la réunion pourra se tenir sans convocation préalable.

A défaut de quorum dans les quinze minutes qui suivent l'heure de tenue de l'Assemblée générale ou si le quorum n'est plus réuni pendant l'Assemblée générale, l'Assemblée sera reportée à une date et une heure fixées par le Conseil.

Si le nombre de Membres présents à l'assemblée ajournée est insuffisant pour constituer un quorum, lesdits Membres présents (pour autant qu'ils soient au moins deux) formeront un quorum permettant la conduite de toute affaire lors de l'assemblée.

Le Président présidera les Assemblées générales. En son absence ou s'il se trouve dans l'incapacité de présider ou s'il s'y refuse, il sera désigné un suppléant parmi les Membres présents aux fins de cette assemblée.

Les résolutions seront adoptées à main levée, sauf demande de scrutin en bonne et due forme.

Chaque Membre présent en personne ou représenté disposera d'une voix tant dans le cadre d'un vote à main levée que d'un scrutin. Dans le cadre d'un vote à main levée, le Président comptabilisera les voix et indiquera le nombre de votes par procuration à intégrer dans le décompte des voix.

En cas de parité des voix, il sera procédé à un second vote.

Tout Membre pourra désigner un mandataire par écrit. Le mandataire ne devra pas avoir la qualité de Membre, et aucun document d'institution d'un mandataire ne sera valable au-delà de douze mois.

Lors de toute Assemblée générale valablement constituée, les décisions pourront être adoptées à la majorité simple des voix, sauf lors d'une Assemblée générale amenée à se prononcer sur la modification des Statuts ou sur l'exclusion d'un membre, auquel cas les décisions devront être adoptées par un vote des deux-tiers des membres présents ou représentés à l'Assemblée. Il ne pourra être valablement délibéré que sur les questions inscrites à l'ordre du jour figurant dans l'avis de convocation.

L'Assemblée générale des membres pourra décider de la dissolution de l'Association sous réserve qu'au moins deux-tiers des membres soient présents ou représentés lors d'une assemblée dûment convoquée.

Les résolutions seront consignées dans un procès-verbal signé par le Président et par le Secrétaire. Des copies du procès-verbal signé seront disponibles sur demande d'un quelconque des membres au secrétariat de l'Association.

Le Conseil d'administration présentera les états financiers et les comptes de l'Association à l'Assemblée générale annuelle des membres.

Le rapport annuel et les états financiers pourront être consultés par tous les membres auprès du secrétariat de l'Association, une copie pouvant être fournie sur demande.

Art. 12. Levée de Fonds. Les ressources de l'Association seront générées par les cotisations payées par les membres. L'Association pourra recevoir des libéralités, donations, legs, subventions ainsi que tous autres fonds résultant directement ou indirectement de ses activités et ce, sous réserve en tout état de cause de l'approbation du Conseil d'administration.

Art. 13. Dissolution. En cas de dissolution de l'Association, l'Assemblée générale convoquée à cette fin désignera, si nécessaire, des liquidateurs, fixera leurs pouvoirs et décidera de l'affectation des actifs de l'Association dissoute, après avoir reçu décharge de ses responsabilités.

Elle allouera lesdits actifs à une autre institution ou entité ayant un objet social ou poursuivant un objectif similaire à l'objet social de l'Association. Les actifs de l'Association dissoute ne seront pas distribués entre les différentes catégories de ses membres.

En cas de dissolution judiciaire, les dispositions législatives seront d'application.

Art. 13. Comptes annuels et Budget. Les comptes financiers de l'année écoulée et le budget de l'année à venir devront être soumis pour approbation à l'Assemblée générale annuelle.

L'exercice social de l'Association correspondra à l'année civile.

Art. 14. Juridiction et Langue. L'Association sera régie par le droit du Grand-duché de Luxembourg, dont les tribunaux seront seuls compétents, à l'exclusion de tous les autres, pour connaître de tout litige.

La langue officielle de l'Association est l'anglais. Toutes les lettres, communications, courriers ou autres documents seront rédigés en anglais et pourront être traduits dans toute autre langue, selon les exigences.

Les Statuts seront établis en anglais et traduits en français aux fins de la publication légale. En cas d'incohérence entre les langues, la version anglaise prévaudra.

Signé à Luxembourg, le 12 mars 2013.

Luc BECO / Claudia NETT-METTLER / Susan PATERSON.

Référence de publication: 2013034987/254.

(130043433) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2013.

Val II Feeder GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1748 Luxembourg, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 161.107.

L'an deux mille treize, le vingt-deux février,

par-devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

Delavo AB, une société de droit suédois, ayant son siège social à S-111 22 Stockholm, 1, F7, Kungsbron, et immatriculée auprès du Registre des Sociétés de la Suède sous le numéro 556829-4374 (ci-après l'«Associé Unique»),

ici représentée par Madame Rebecca Ballmann, avec adresse professionnelle à L-1748 Luxembourg-Findel, 7 rue Lou Hemmer,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Guernsey le 1^{er} février 2013.

La procuration signée ne varietur par le mandataire de la comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La comparante est l'associé unique de VAL II Feeder GP S.à r.l. (ci-après la «Société»), une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 161.107, constituée suivant acte notarié en date du 10 mai 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1847 du 11 août 2011.

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, représentant l'intégralité du capital social de la Société, a ensuite requis le notaire soussigné de prendre acte de ses résolutions comme suit:

Première résolution:

L'Associé Unique décide de transférer le siège social de la Société de L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann vers L-1748 Luxembourg-Findel, 7, rue Lou Hemmer, avec effet au 18 février 2013.

Deuxième résolution:

Suite à la résolution qui précède, l'Associé Unique décide de modifier, dans ses versions anglaise et française, l'article 5 des statuts de la Société pour lui donner désormais la teneur suivante:

Version anglaise:

« **Art. 5.** The registered office of the Company is established in the municipality of Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by the general meeting of its shareholders or by means of a resolution of its sole shareholder, as the case may be. A transfer of the registered office within the same municipality may be decided by a resolution of the sole manager or, as the case may be, the board of managers. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad."

Version française:

« **Art. 5.** Le siège social de la Société est établi dans la commune de Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché en vertu d'une décision de son associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés. Un transfert du siège social à l'intérieur de la même municipalité pourra être décidé par décision du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance. La Société peut ouvrir des agences ou succursales dans toute autre localité du pays ou dans tout autre pays.»

Dont acte, fait et passé au siège social de la Société, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: R. Ballmann, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 27 février 2013. REM/2013/287. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 18 mars 2013.

Référence de publication: 2013036593/49.

(130044690) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2013.

Immobilière Ecole Européenne Bertrange/Mamer S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1122 Luxembourg, 32, rue d'Alsace.

R.C.S. Luxembourg B 21.307.

Extrait du procès-verbal de la résolution de l'associé unique prise par écrit en date du 19 février 2013

Il résulte des résolutions du Conseil d'Administration de la société IMMOBILIERE ECOLE EUROPEENNE BERTRANGE/MAMER S.à r.l. du 19 février 2013 que le Conseil d'Administration a pris les résolutions suivantes:

1. «L'associé unique prend acte de et accepte la démission de Monsieur Serge TOUSSAINT, administrateur, avec effet au 8 octobre 2012.»

2. «Monsieur Benoît GREINER, résidant à L - 1261 Luxembourg, 121, rue de Bonnevoie, est désigné avec effet immédiat en tant qu'administrateur de la Société. Il achève le mandat de Monsieur Serge TOUSSAINT, vacant depuis le 8 octobre 2012.

Son mandat prendra fin à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2013.»

Pour extrait conforme,

Luxembourg, le 25 mars 2013.

Référence de publication: 2013040019/19.

(130049279) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2013.